Native Women's Association of Canada

L'Association des femmes autochtones du Canada

LES TRANSPORTEUSES D'EAU FACE À L'INSÉCURITÉ LIÉE À L'EAU

RAPPORT DU SONDAGE NATIONAL

Rapport
20 mars 2025

ENVIRONICS RESEARCH

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE L'ÉTUDE ---- 3

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE ---- 4

MÉTHODES DE RECHERCHE ---- 5

PROFIL DES PERSONNES SONDÉES ---- 6

PRINCIPALES CONSTATATIONS ---- 9

SECTION 1 : ACCÈS DES MÉNAGES À L'EAU POTABLE ET UTILISATION ---- 16

SECTION 2 : PRATIQUES D'ADAPTATION DES MÉNAGES AUX PÉNURIES D'EAU ---- 28

SECTION 3 : INFORMATION ET SENSIBILISATION EN MATIÈRE D'ADAPTATION ---- 39

SECTION 4 : RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ À RÉPONDRE AUX RISQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'EAU ET DE FIABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT ---- 42

SECTION 5 : DÉCISIONS ET SOLUTIONS FONDÉES SUR LE GENRE ---- 54

DÉFINITIONS DE L'ÉTUDE

Par souci de clarté et d'uniformité, certains des termes utilisés tout au long du présent rapport sont définis comme suit :

- **FFPBDIG+ :** Femmes, filles et personnes bispirituelles et de diverses identités de genre.

- **Insécurité liée à l'eau :** Dans le contexte du sondage, l'insécurité liée à l'eau désigne l'absence d'un accès constant à une source fiable d'eau potable et à des plans d'eau salubres nécessaires à la consommation, à l'hygiène, aux pratiques culturelles et au bien-être global. Le terme comprend la contamination, le manque ou la perturbation de sources d'eau, ainsi que les obstacles sociaux, politiques et systémiques qui empêchent les communautés d'assurer le contrôle de leur eau.

- **Gouvernance de l'eau :** La gouvernance de l'eau désigne la façon dont les décisions concernant l'eau sont prises, et les personnes responsables de les prendre. D'un point de vue autochtone, il s'agit de respecter l'eau comme s'il s'agissait d'un être vivant et d'assumer la responsabilité d'en prendre soin. Cela comprend le leadership des communautés autochtones, en particulier des FFPBDIG+, selon les lois traditionnelles, le savoir et les relations avec l'eau.

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Le projet Transporteuses d'eau, dirigé par l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et financé par Services aux Autochtones Canada, cherche à amplifier les voix des FFPBDIG+ autochtones dans la gouvernance de l'eau, en reconnaissant leur lien inhérent avec l'eau et leur rôle traditionnel de protectrices. Ancré dans les visions du monde autochtones et s'appuyant sur une analyse fondée sur le genre, ce sondage se penche sur les répercussions de l'insécurité liée à l'eau et le leadership des transporteuses d'eau pour ce qui est de la combattre.

L'étude s'est penchée sur les principaux domaines d'intérêt suivants :

- L'accès à l'eau potable et son utilisation
- L'adaptation des ménages aux pénuries d'eau
- Le partage d'information et la sensibilisation des communautés
- La capacité à gérer les risques en matière de qualité de l'eau et de fiabilité de l'approvisionnement
- Le leadership et les solutions fondées sur le genre

Les résultats guideront les efforts de l'AFAC dans la défense des intérêts des FFPBDIG+ autochtones et viendront orienter la mise au point de ressources communautaires pour appuyer les personnes en situation d'insécurité liée à l'eau.

L'étude s'inscrit dans la phase 3 du projet Transporteuses d'eau, qui est dirigé par l'Association des femmes autochtones du Canada.

MÉTHODES DE RECHERCHE

Le présent rapport repose sur les résultats d'un sondage en ligne mené auprès de 239 femmes, filles et personnes bispirituelles et de diverses identités de genre (FFPBDIG+) autochtones.

Le questionnaire a été conçu par l'AFAC, avec l'appui et les conseils d'Environics Research. Environics a programmé le questionnaire sur sa plateforme de sondage, et l'AFAC a diffusé un lien ouvert vers le sondage sur les réseaux sociaux et par courriel.

L'échantillon en est un de commodité, c'est-à-dire qu'il a été constitué à partir d'un groupe de personnes facilement accessible. Comme l'échantillon n'est pas probabiliste (les personnes ayant répondu au sondage n'ont pas été sélectionnées au hasard, et tous les membres des communautés souhaitées n'ont pas eu la même chance d'être sélectionnés dans l'échantillon), et que les données définitives n'ont pas été pondérées, **il ne peut pas être considéré comme représentatif de toutes les femmes, filles et personnes bispirituelles et de diverses identités de genre autochtones.** Les données doivent ainsi être interprétées dans les limites de la conception du sondage.

À propos du rapport : Sauf indication contraire, les résultats de toutes les questions sont fondés sur l'échantillon total des 239 personnes sondées. Il arrive que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Les données inférieures à 4 % ne sont pas indiquées.

Le profil démographique des personnes sondées se trouve à la page suivante.

PROFIL DES PERSONNES SONDÉES

Les personnes sondées s'identifient en majorité comme femmes des Premières Nations âgées de 40 à 59 ans, résidant en Ontario ou dans les provinces de l'Ouest, sur une réserve des Premières Nations ou dans une ville. La plupart indiquent qu'un membre de leur ménage est atteint d'une maladie chronique ou a besoin de soins spéciaux ayant une incidence sur leur consommation d'eau.

ÂGE

7 %	38 %	49 %	6 %
18 à 24 ans	25 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et +

RÉGION

34 %	41 %	4 %	15 %	6 %
Ouest	Ontario	Québec	Atlantique	Territoires

PROBLÈME DE SANTÉ – SOINS SPÉCIAUX À LA MAISON

55 %	45 %
Oui	Non

IDENTITÉ DE GENRE

83 %	15 %	< 1 %	1 %	< 1 %
Femmes	Personnes bispirituelles	Personnes non binaires	Personnes queers	Personnes au genre fluide

IDENTITÉ AUTOCHTONE

78 %	16 %	5 %	2 %
Membres des Premières Nations	Personnes métisses	Personnes inuites	Autre

TYPE DE COMMUNAUTÉ

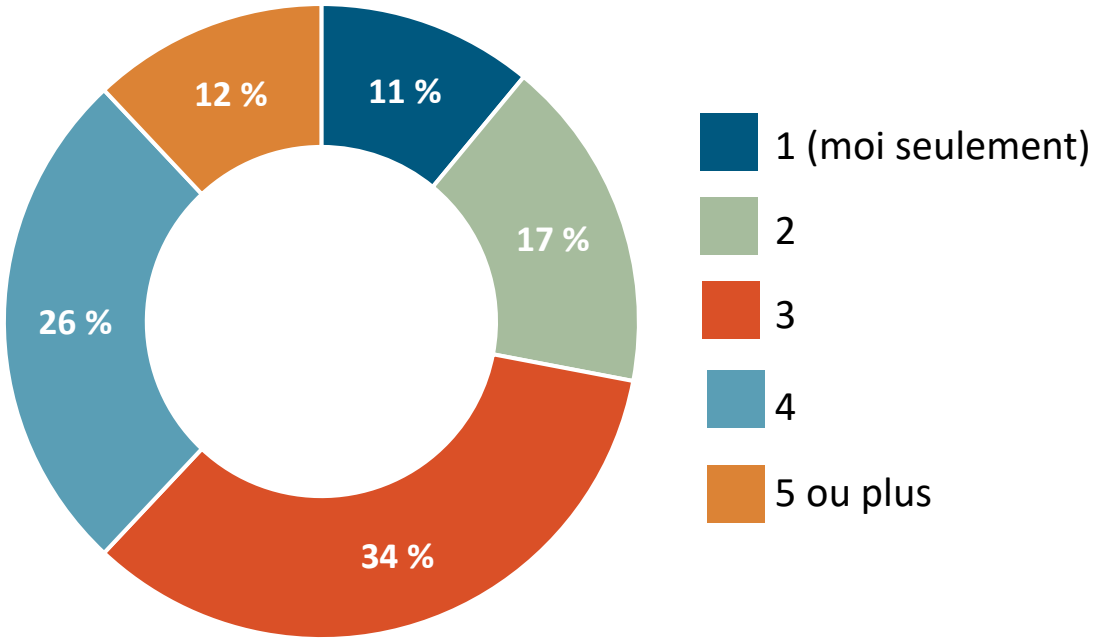
26 %	33 %	6 %	12 %	21 %
Ville	Réserve des Premières Nations	Communauté inuite	Établissement métis	Petite ville, communauté rurale ou territoriale

PROFIL DES PERSONNES SONDÉES – COMPOSITION DES MÉNAGES

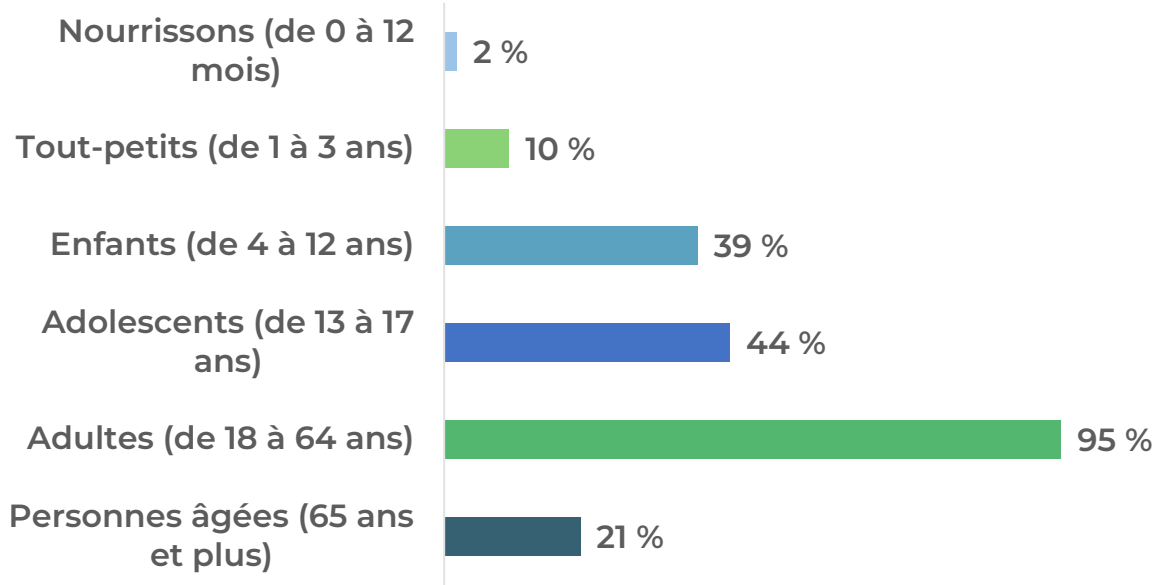
Le tiers des personnes sondées vivent dans un ménage de trois, et le quart, dans un ménage de quatre. Une majorité de huit personnes sur dix vivent avec des enfants ou des adolescents, tandis que deux sur trois résident avec une personne âgée (de 65 ans et plus).

Q7 *Combien de personnes, y compris vous-même, habitent dans votre domicile à l'heure actuelle?*
Q8 *Quels groupes d'âge sont représentés dans votre ménage?*

Nombre de personnes au sein du ménage



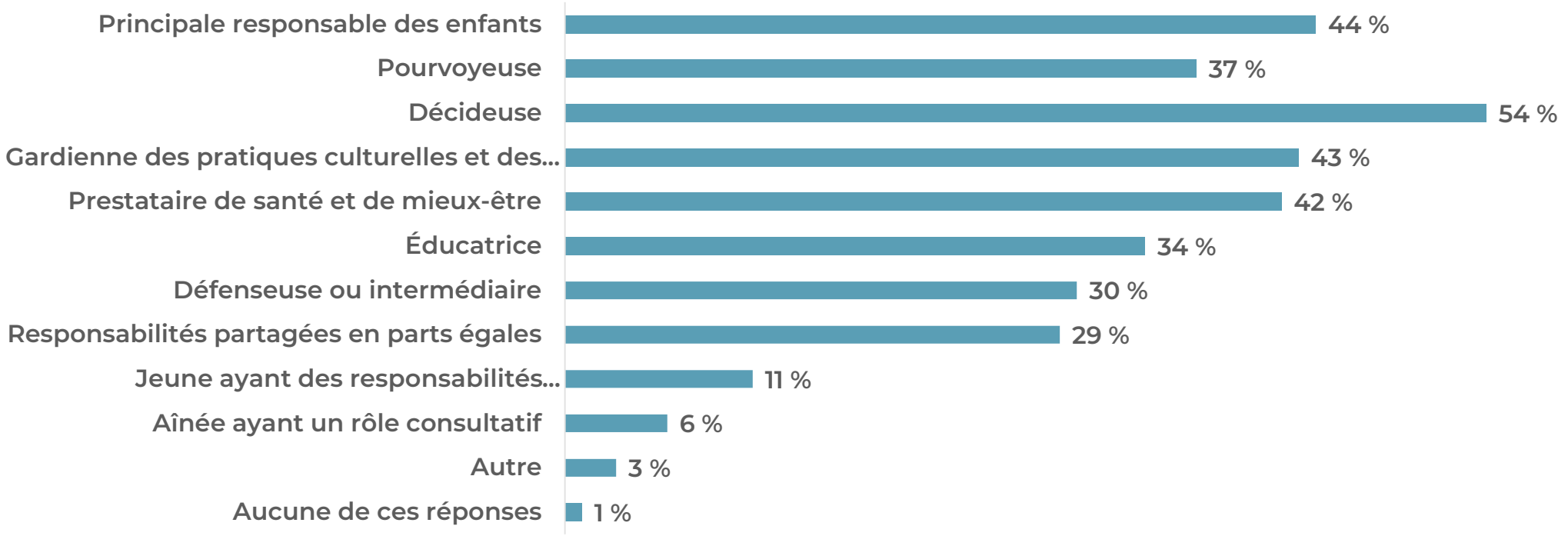
Groupes d'âge au sein du ménage



PROFIL DES PERSONNES SONDÉES – RÔLE AU SEIN DU MÉNAGE

Plus de la moitié des personnes sondées indiquent avoir un rôle de « décideuses » au sein de leur ménage, tandis qu'un pourcentage semblable signale être la principale responsable des enfants, la gardienne des pratiques culturelles et des traditions, ou encore une prestataire de soins de santé et de mieux-être. Il est important de mettre ces résultats en lumière, puisqu'ils soulignent la responsabilité considérable qu'assument déjà les FFPBDIG+ autochtones au sein de leur foyer et de leur communauté. Le poids de l'insécurité liée à l'eau vient ajouter de la pression à leurs rôles déjà immenses, exacerbant leurs difficultés.

Q.9 *Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre rôle au sein de votre ménage?*



PRINCIPALES CONSTA-TATIONS

L'INSÉCURITÉ LIÉE À L'EAU CHEZ LES FFPBDIG+ AUTOCHTONES

Remarque : Ces principales constatations sont tirées des analyses de données détaillées présentées dans le reste du rapport.

** Le dessalement de l'eau est* un procédé qui consiste à éliminer les sels et les minéraux dissous dans l'eau, généralement l'eau de mer, pour la rendre propre à la consommation, à l'irrigation ou à d'autres utilisations.

Accès des ménages à l'eau potable La plupart des personnes sondées dépendent du réseau d'aqueduc municipal pour leurs activités quotidiennes, comme boire, cuisiner et laver la vaisselle. L'eau dessalée* ou en bouteille est celle dont la qualité est considérée comme la plus élevée, tandis que l'eau provenant de sources comme les lacs, les rivières et les puits est jugée de moins bonne qualité. Cependant, bien que l'eau dessalée ou en bouteille soit associée à une plus grande satisfaction, un tel approvisionnement entraîne des coûts importants, puisque les gens doivent acheter eux-mêmes leur eau. L'accès à de l'eau potable est irrégulier. En effet, seule la moitié (49 %) des personnes sondées dispose d'un approvisionnement fiable, sept jours par semaine, tandis que 27 % obtiennent de l'eau potable entre un et trois jours par semaine. Ainsi, pour une part importante de cette population, l'accès à une nécessité de subsistance est sporadique, ce qui force les gens et les ménages à adapter leur mode de vie et leur quotidien.

Cet accès sporadique à l'eau représente un lourd fardeau, en particulier pour les FFPBDIG+ autochtones, qui sont déjà aux prises avec des difficultés intersectionnelles. Les causes des avis concernant la qualité de l'eau potable, souvent liées à des bris d'infrastructure, sont hors du contrôle des ménages. Ainsi, les gens ont peu de recours pour résoudre eux-mêmes le problème, ce qui vient exacerber la difficulté à gérer ces interruptions. Pour les FFPBDIG+ autochtones, qui assument déjà le fardeau de diverses responsabilités au sein de leur ménage, ces difficultés sont encore plus profondes. Le stress supplémentaire d'avoir à composer avec l'insécurité liée à l'eau, surtout lorsque les causes sont hors de leur contrôle, vient accroître la pression exercée sur les individus et les familles, qui assument déjà de nombreux rôles critiques au sein de leur communauté.

Les avis concernant la qualité de l'eau potable sont répandus : 43 % des personnes sondées sont actuellement visées par un avis d'ébullition, 28 %, par un avis de ne pas boire l'eau, et 15 %, par un avis de non-utilisation. De nombreux avis persistent pendant plusieurs mois, et plus de la moitié (53 %) des ménages ont été visés par plusieurs avis à court terme. Les interruptions de l'accès à l'eau potable sont souvent liées à des bris de canalisation, à des défaillances de l'équipement ou à une mauvaise filtration, 35 % des ménages étant classés comme étant à risque modéré d'insécurité lié à l'eau. Les causes les plus souvent signalées sont des problèmes pouvant être réglés, ce qui vient souligner la nécessité d'accorder suffisamment d'attention et de trouver des solutions durables en investissant dans l'infrastructure, en offrant des formations sur le terrain et en procédant régulièrement à des analyses.

PRINCIPALES CONSTA-TATIONS

LE FARDEAU DU RATIONNEMENT ET DES PÉNURIES D'EAU POUR LES FFPBDIG+ AUTOCHTONES

Remarque : Ces principales constatations sont tirées des analyses de données détaillées présentées dans le reste du rapport.

L'adaptation des ménages aux pénuries d'eau. Le rationnement de l'eau constitue un défi important pour les FFPBDIG+ autochtones, 21 % des personnes sondées étant visées par des consignes à cet effet trois ou quatre jours par semaine. Chez les personnes touchées, le fardeau se fait ressentir au quotidien : 62 % affirment que ces restrictions durent en général moins de 12 heures, mais près de 40 % doivent s'y soumettre pendant de plus longues périodes. Cette perturbation du quotidien, souvent indépendante de leur volonté, oblige les gens à trouver des moyens de s'adapter.

Plusieurs des personnes sondées (30 %) ont l'impression que les restrictions deviennent plus fréquentes, tandis que 44 % estiment qu'elles sont demeurées inchangées au fil du temps, ce qui vient exacerber encore davantage le fardeau du rationnement de l'eau. Ces résultats mettent en lumière une tendance continue de l'insécurité liée à l'eau, les changements climatiques, les sécheresses plus fréquentes et la baisse des précipitations étant souvent relevés comme causes de la hausse des demandes de rationnement. Les répercussions sont tout particulièrement manifestes lorsqu'on considère que certains avis concernant la qualité de l'eau durent plusieurs mois, et que les sécheresses peuvent se prolonger toute une saison.

Bien que six personnes sur dix (59 %) détiennent un approvisionnement en eau qu'elles considèrent comme sûr en cas d'urgence, probablement de l'eau en bouteille ou des réservoirs de stockage, ce filet de sécurité ne suffit pas à répondre aux besoins à long terme. Le tiers des personnes sondées (35 %) estiment que cet approvisionnement d'urgence ne durerait que trois ou quatre jours. Comme bon nombre d'avis peuvent se prolonger pendant plusieurs mois, et que les changements climatiques pourraient entraîner des périodes sèches ou des sécheresses plus longues, il est évident que ces approvisionnements d'urgence ne suffisent pas à répondre aux besoins en eau de façon durable. La question qui se pose, lorsqu'il n'y a pas d'accès à l'eau ou que celle-ci est insalubre, est de savoir vers qui ou quoi les FFPBDIG+ autochtones se tournent pour trouver une solution.

Pour plusieurs ménages, il est coûteux de se procurer de l'eau potable. En effet, 28 % des personnes sondées affirment dépenser entre 501 $ et 1 000 $ par année en eau potable, ce qui constitue un fardeau considérable compte tenu des taux de chômage et de pauvreté au sein de nombreuses communautés autochtones. Ce fardeau financier, associé à la dépendance aux réserves d'urgence à court terme, brosse un tableau sombre des sacrifices que cette population doit faire pour obtenir un approvisionnement fiable en eau potable.

PRINCIPALES CONSTA-TATIONS

DIFFICULTÉ D'ACCÉDER À L'INFORMATION ET DE RÉAGIR AUX RISQUES

Remarque : Ces principales constatations sont tirées des analyses de données détaillées présentées dans le reste du rapport.

Information et sensibilisation en matière d'adaptation. Il est difficile pour plusieurs d'accéder à de l'information claire et à jour sur l'eau; en effet, 32 % des personnes sondées trouvent que l'information qui leur est fournie est vague et déroutante, ou encore qu'elle ne leur est pas transmise à temps. Ainsi, seulement 19 % des gens ont une grande confiance en leur capacité à réagir efficacement en cas d'urgence liée à l'eau, tandis que le quart (24 %) ne se sentent pas du tout en confiance à cet égard. Le manque d'information fiable peut avoir de graves conséquences, puisque les gens pourraient consommer de l'eau insalubre sans le savoir, ce qui peut s'avérer dangereux pour leur santé en plus d'exacerber davantage les difficultés auxquelles font face les communautés déjà aux prises avec de l'insécurité liée à l'eau.

Renforcement de la capacité à répondre aux risques en matière de qualité de l'eau et de fiabilité de l'approvisionnement. Les responsabilités en matière de gouvernance de l'eau varient : la moitié (51 %) des personnes sondées indiquent que l'approvisionnement en eau est géré par leur administration municipale, tandis que de 27 à 30 % attribuent cette responsabilité à leur gouvernement provincial ou autochtone. L'infrastructure vieillissante et l'entretien inégal constituent d'importantes sources de préoccupation, environ quatre personnes sur dix les relevant comme étant des problèmes majeurs, avec la lenteur des interventions pour régler les pénuries d'eau ou réparer les infrastructures. La moitié des gens ont relevé comme difficultés le manque de coordination entre les instances gouvernementales et les plans d'intervention nébuleux en cas d'urgence. L'insuffisance des fonds pour les réparations et mises à niveau est considérée comme un obstacle considérable à l'entretien de l'infrastructure de l'eau. On a mentionné que les coûts élevés affectaient à la fois l'approvisionnement en eau et la facturation des ménages, et que les ménages à faible revenu ne bénéficiaient pas de suffisamment de soutien.

Seulement 14 % des personnes sondées sont très satisfaites de la gouvernance de l'eau au sein de leur communauté. Le niveau de satisfaction en général concernant l'inclusion des FFPBDIG+ autochtones dans le processus décisionnel est encore plus faible. Malgré ces problèmes, les gens se montrent largement favorables aux solutions proposées, en particulier les programmes de formation et de certification à l'intention des opérateurs autochtones de réseaux d'alimentation en eau. Ces solutions sont perçues comme des mesures concrètes permettant de combler les lacunes dans la gouvernance de l'eau et de renforcer les capacités à long terme, surtout si elles sont associées à une hausse du financement pour réparer les infrastructures ainsi qu'à des processus décisionnels plus inclusifs.

PRINCIPALES CONSTA-TATIONS

L'EXCLUSION DES FFPBDIG+ AUTOCHTONES DANS LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Décisions et solutions fondées sur le genre. La moitié des personnes sondées (52 %) estiment que leur communauté s'efforce d'inclure les FFPBDIG+ autochtones dans la prise de décisions liées à l'eau. Le tiers (31 %) ne partage toutefois pas cet avis, ce qui met en évidence un écart important dans la participation. Il s'agit d'un obstacle préoccupant, surtout compte tenu du rôle central que les FFPBDIG+ autochtones, en particulier les femmes, assument traditionnellement dans la gouvernance de l'eau. En effet, les femmes autochtones ont toujours agi à titre de matriarches dans la prise de décisions liées à l'eau, compte tenu de leur lien profond avec cet élément. L'exclusion actuelle des femmes autochtones de ces espaces constitue ainsi une rupture culturelle, en plus de rappeler la tradition de colonialisme qui continue de marginaliser leurs contributions essentielles.

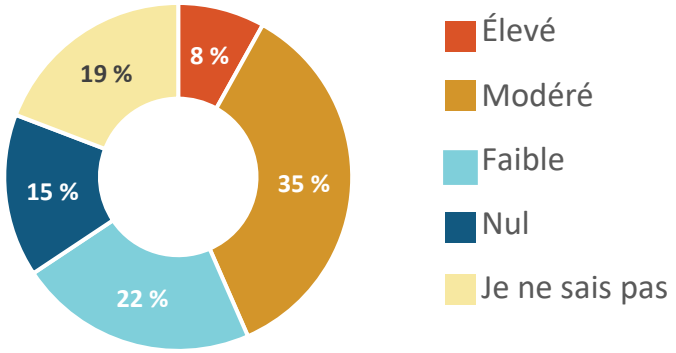
Les préjugés culturels et systémiques dans la prise de décisions constituent, pour la moitié (51 %) des personnes sondées, d'importants obstacles à leur participation. Ces préjugés, avec le manque de formation et d'occasions de siéger à des conseils d'administration ou d'assumer des rôles de gouvernance, empêchent les femmes autochtones d'occuper des postes de leadership au sein desquels leurs perspectives auraient le plus de poids. Cette exclusion constitue un problème majeur, puisqu'elle limite la richesse et la profondeur des processus décisionnels concernant la gouvernance de l'eau. Dans ce contexte, l'exclusion fondée sur le genre n'est pas seulement injuste; elle est inacceptable, surtout lorsque les personnes qui détiennent de l'information utile sur l'eau sont réduites au silence. Ces préoccupations sont au cœur d'initiatives telles que le projet Transporteuses d'eau, qui cherche à souligner et à restaurer le rôle des femmes autochtones dans la gestion et la gouvernance de l'eau.

Remarque : Ces principales constatations sont tirées des analyses de données détaillées présentées dans le reste du rapport.

PROFIL DE RISQUE DE L'INSÉCURITÉ LIÉE À L'EAU – LES FFPBDIG+ AUTOCHTONES

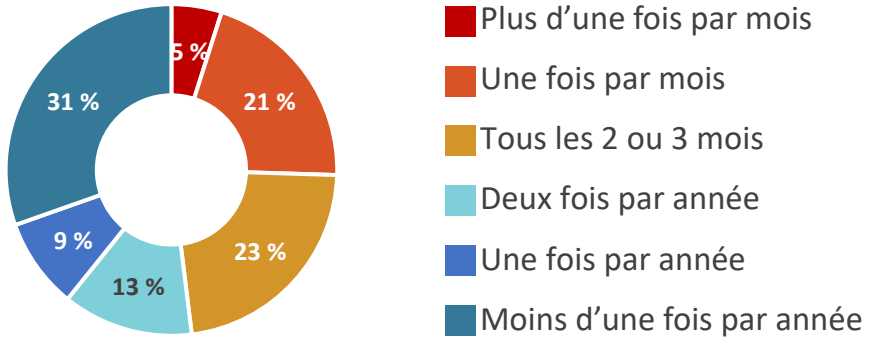
Niveau de risque

Q19 *Quel niveau de risque a été attribué à l'eau de votre foyer, que ce soit par un agent de santé environnementale et publique ou un autre expert technique?*



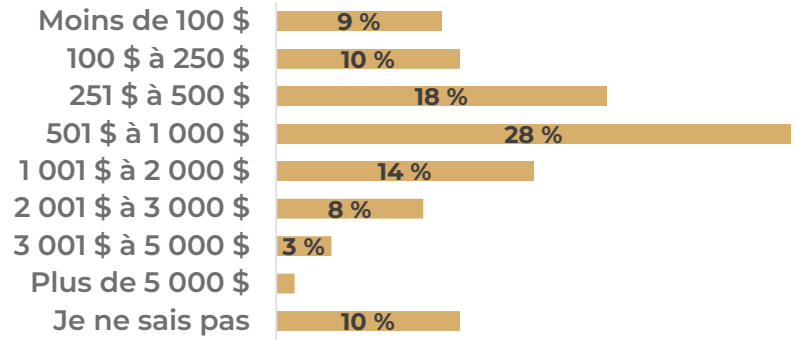
Fréquence des avis concernant la qualité de l'eau

Q17 *En moyenne, à quelle fréquence votre foyer est-il visé par un avis concernant la qualité de l'eau potable?*



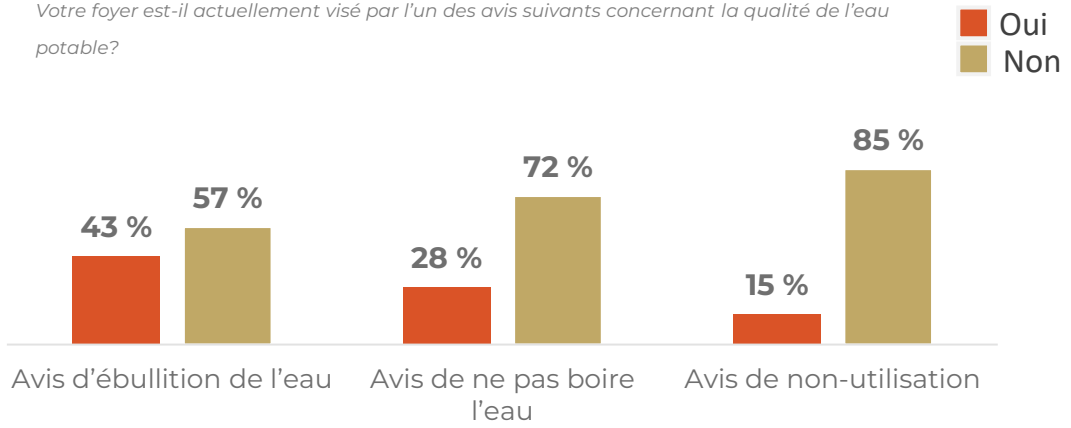
Sommes dépensées en eau potable

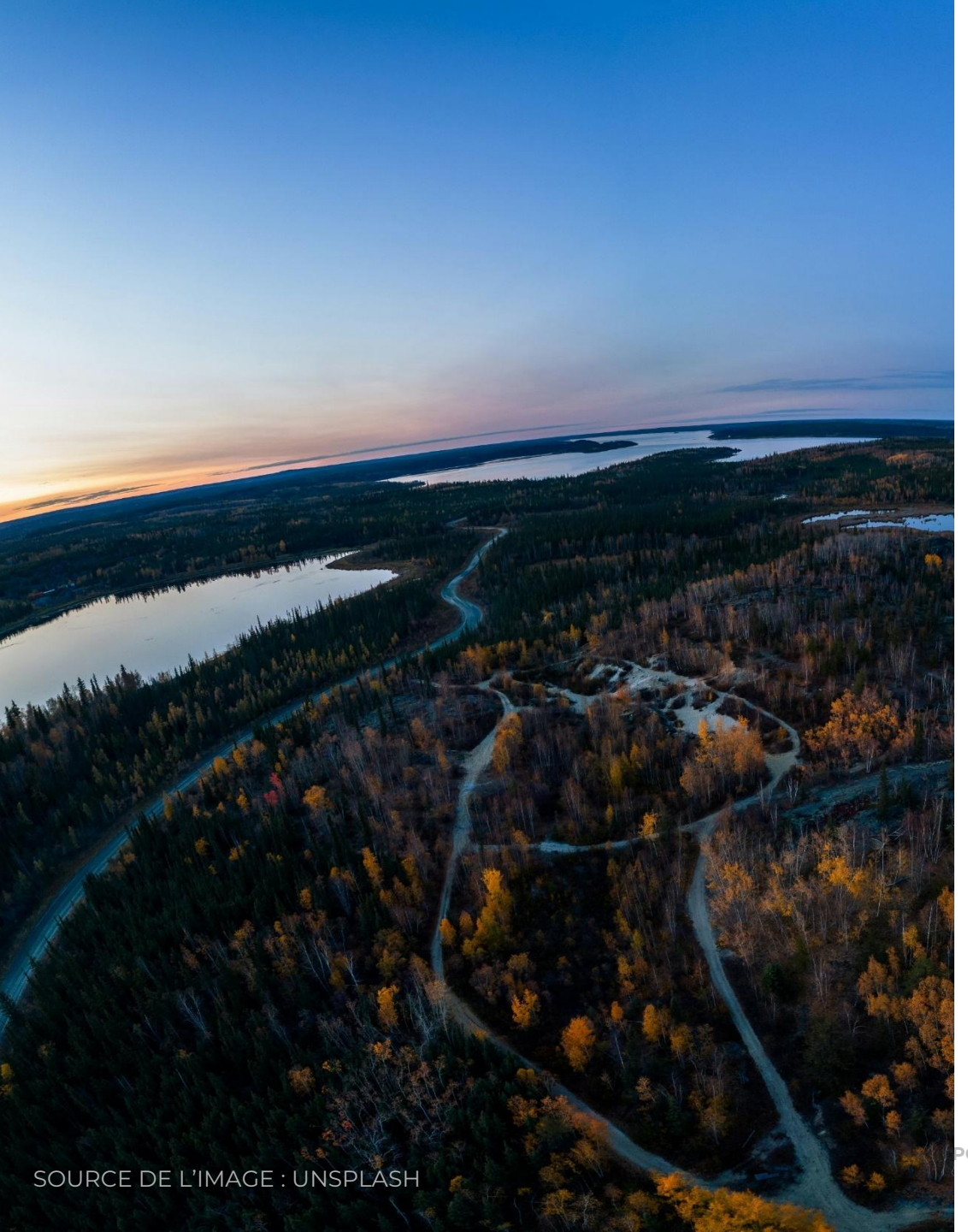
Q7 *En moyenne, combien votre ménage dépense-t-il chaque année pour avoir accès à de l'eau potable?*



Fréquence des avis concernant la qualité de l'eau

Q15 *Votre foyer est-il actuellement visé par l'un des avis suivants concernant la qualité de l'eau potable?*





SOURCE DE L'IMAGE : UNSPLASH

DISPARITÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS
ACCÈS À L'EAU POTABLE

L'accès à l'eau potable est plus fiable dans les villes que dans les réserves des Premières Nations et les autres communautés.

- **Les personnes qui résident en ville** sont beaucoup plus susceptibles d'indiquer **avoir accès à de l'eau potable tous les jours (84 %)**, comparativement à celles qui résident dans une réserve des Premières Nations (35 %), une communauté inuite (47 %) ou un établissement métis (57 %).

- Dans les villes, les gens sont aussi plus susceptibles d'avoir accès à de l'eau potable pendant **plus de 12 heures par jour** (81 %), comparativement aux réserves des Premières Nations (56 %) et aux petites municipalités et régions rurales (65 %).

Comparativement aux villes, les plus petites communautés autochtones sont plus souvent visées par des avis continus et répétés concernant la qualité de l'eau.

- Les avis sont beaucoup plus courants dans les réserves des Premières Nations (55 %), les communautés inuites (87 %) et les établissements métis (89 %) que dans les villes (13 %), en particulier les **avis d'ébullition de l'eau**.

- Les personnes résidant dans les réserves (67 %), les communautés inuites (93 %) et les établissements métis (86 %) sont beaucoup plus susceptibles que celles qui résident en ville (33 %) d'avoir été visées par **plusieurs avis à court terme** au cours des cinq dernières années.

SOURCE DE L'IMAGE : ENVIRONICS RESEARCH

DISPARITÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS

SATISFACTION QUANT À LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Les personnes qui résident dans les réserves des Premières Nations, les communautés inuites et les petites municipalités mentionnent plus souvent que l'information sur l'eau n'est pas fournie dans la langue de leur choix.

- Alors que dans les villes, 41 % des gens ne signalent aucun problème concernant l'information sur l'eau, les personnes qui résident dans les réserves des Premières Nations, les communautés inuites et les petites municipalités mentionnent plus souvent que l'**information sur l'eau n'est pas fournie dans la langue de leur choix**.

Les personnes qui résident en ville sont plus susceptibles que celles dans les réserves des Premières Nations de se dire très satisfaites de la rapidité à laquelle les problèmes d'eau sont traités.

- Les personnes qui résident **en ville sont plus susceptibles de se dire très satisfaites** (33 %) de la rapidité à laquelle les problèmes d'eau sont traités, comparativement à celles qui vivent dans les réserves des Premières Nations (14 %).
- Au sein des réserves, les membres de la communauté estiment que le problème le plus courant est lié à une **alimentation irrégulière**. Dans les petites municipalités et les régions rurales, le problème le plus courant serait un **approvisionnement en eau insuffisant**.
- En ville, **le coût élevé des services d'approvisionnement en eau** est plus souvent relevé (65 %) comme problème lié à la facturation et aux frais.

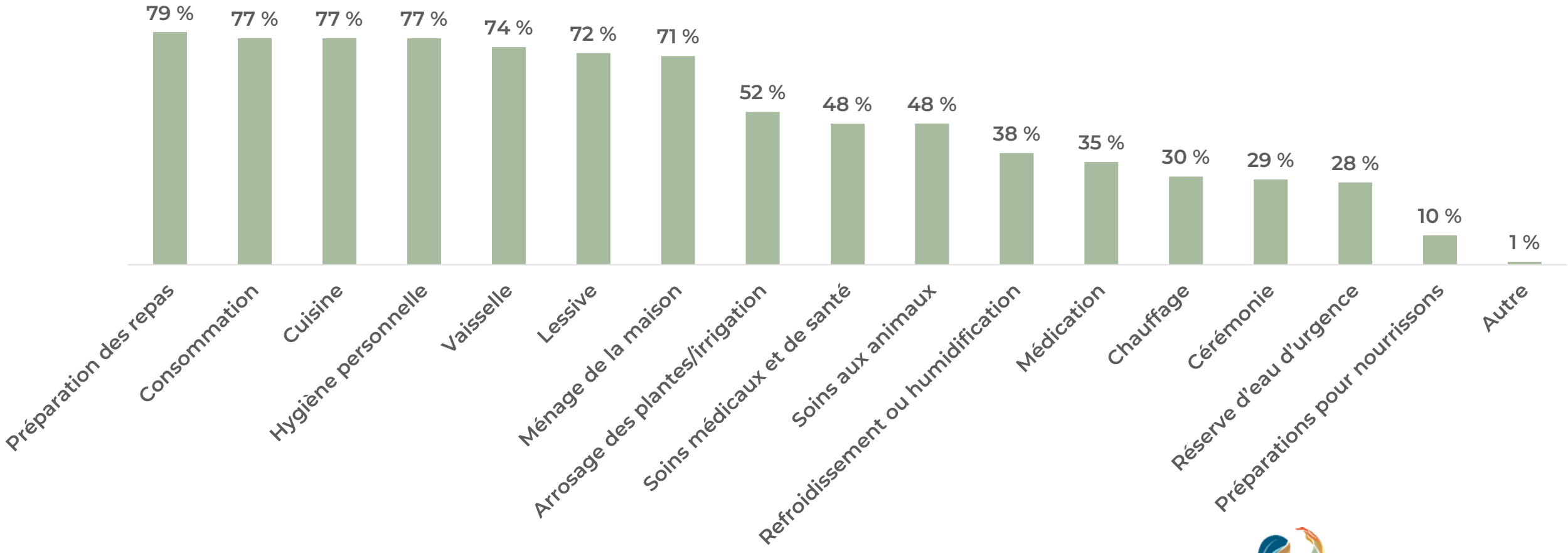
SECTION 1
ACCÈS DES MÉNAGES À L'EAU POTABLE ET UTILISATIONS

Cette section se penche sur l'accès à des sources fiables d'eau potable pour usage domestique, en particulier pour boire, cuisiner et effectuer les tâches ménagères, ainsi qu'à des fins rituelles et médicinales.

Accès et utilisations domestiques | **Principaux usages de l'eau à la maison**

La plupart des FFPBDIG+ autochtones utilisent principalement l'eau pour préparer les aliments, boire, cuisiner, assurer leur hygiène personnelle, laver la vaisselle, faire la lessive et faire le ménage de la maison.

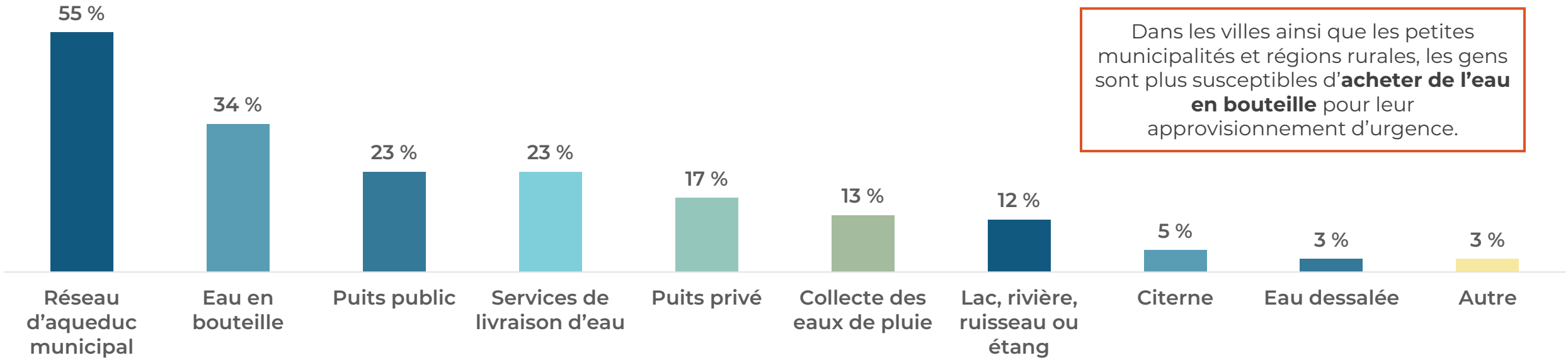
Q11 *Pour lesquelles des raisons suivantes utilisez-vous principalement l'eau à la maison? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.*



Accès et utilisations domestiques | **Principales sources d'eau**

Plus de la moitié des personnes sondées disent utiliser l'eau du réseau d'aqueduc municipal pour leurs activités. Le tiers utilisent quant à elles de l'eau en bouteille; les FFPBDIG+ autochtones doivent ainsi acheter de l'eau parce que leur service d'approvisionnement habituel n'est pas fiable.

Q12 *Quelles sont les sources d'eau utilisées pour ces activités à la maison, comme boire, cuisiner et laver la vaisselle?*



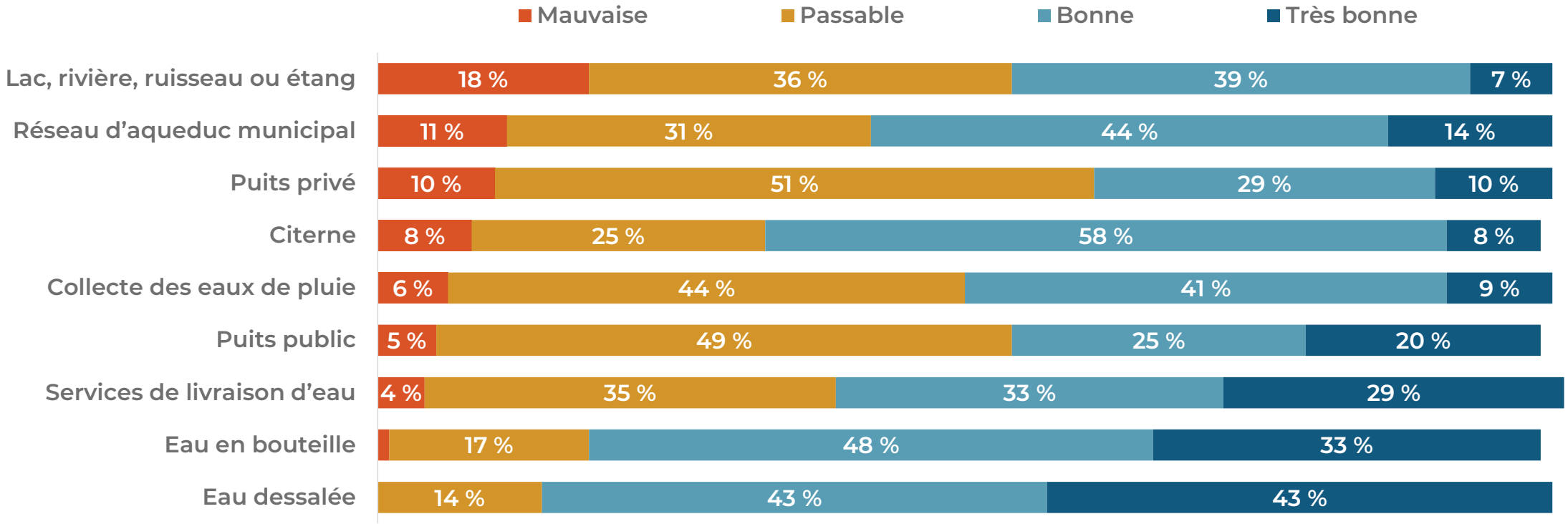
Dans les villes ainsi que les petites municipalités et régions rurales, les gens sont plus susceptibles d'**acheter de l'eau en bouteille** pour leur approvisionnement d'urgence.

Puits public : *Une source d'eau commune qui approvisionne plusieurs foyers ou propriétés à l'intérieur d'une zone délimitée en eaux souterraines.*
Puits privé : *Une source d'eau détenue et entretenue par une seule personne propriétaire, généralement située sur un terrain privé, et qui puise de l'eau souterraine afin d'alimenter un seul foyer ou une seule propriété. Ce puits n'est pas contrôlé par des services municipaux ou provinciaux d'approvisionnement en eau.*
Citerne : *Un conteneur ou un réservoir clos étanche utilisé pour le stockage de l'eau afin d'alimenter en eau potable les régions rurales ou éloignées qui n'ont pas accès à un réseau d'aqueduc.*
Eau dessalée : Procédé qui consiste à éliminer les sels et les minéraux dissous dans l'eau, généralement l'eau de mer, pour la rendre propre à la consommation, à l'irrigation ou à d'autres utilisations.

Accès et utilisations domestiques | **Qualité des sources d'eau**

Les personnes qui s'approvisionnent en eau d'un lac, d'une rivière, d'un ruisseau, d'un étang, de l'aqueduc municipal, d'un puits privé ou d'une citerne ont davantage tendance à indiquer que leur eau est de mauvaise qualité. En fait, aucune des sources d'eau n'a été qualifiée de « très bonne qualité » par plus de 50 % des gens, ce qui laisse entendre qu'une majorité, quelle que soit la source, n'est pas entièrement satisfaite de son eau, un besoin essentiel. Il convient de souligner que bon nombre des personnes satisfaites de leur eau semblent avoir pris elles-mêmes les choses en main, le plus souvent en utilisant de l'eau dessalée ou en bouteille.

Q12b *Comment évalueriez-vous la qualité des sources d'eau que vous avez sélectionnées pour votre usage domestique?*

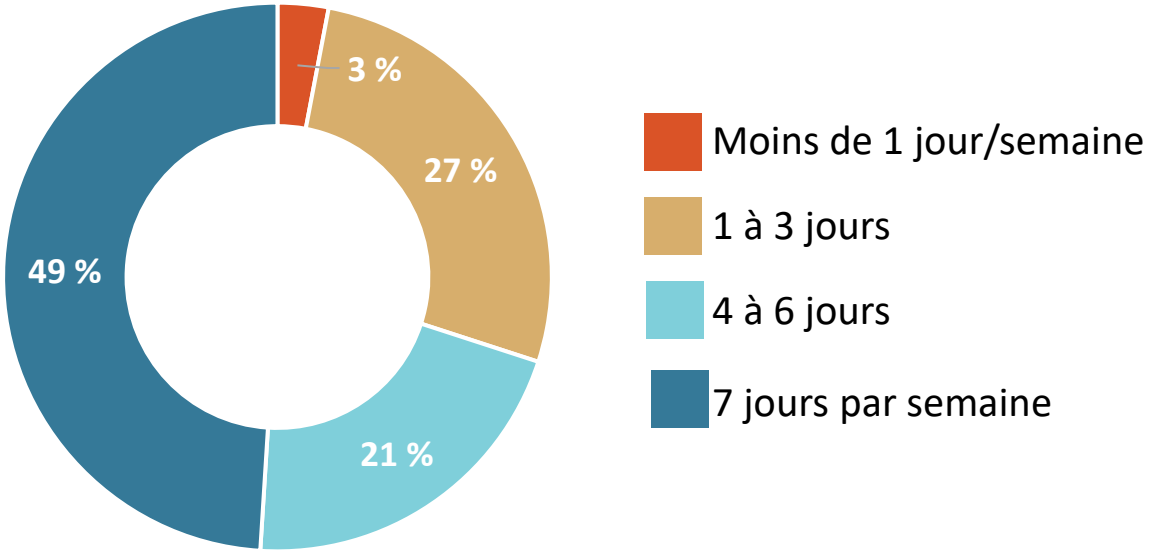


Accès et utilisations domestiques | **Accès fiable à de l'eau potable**

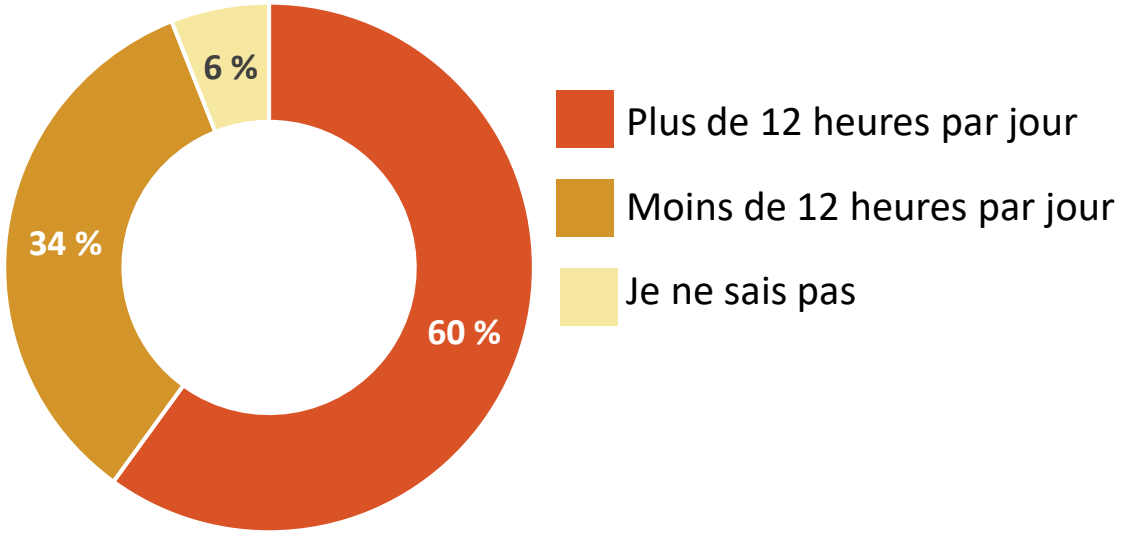
Plus du quart des personnes sondées disent avoir accès à de l'eau potable seulement de un à trois jours par semaine, tandis que 3 % y ont accès moins d'un jour par semaine. Le tiers ont accès à de l'eau potable moins de 12 heures par jour. Bien que la moitié des FFPBDIG+ autochtones bénéficient d'un accès fiable à l'eau potable tout au long de la semaine, l'autre moitié continue de faire face à des obstacles importants relativement à ce besoin fondamental.

Q13 *En moyenne, à quelle fréquence disposez-vous d'un accès fiable à de l'eau potable pour votre usage domestique?*
Q14 *Au cours d'une journée, pendant combien de temps disposez-vous d'un accès fiable à de l'eau potable pour votre usage domestique?*

Jours par semaine



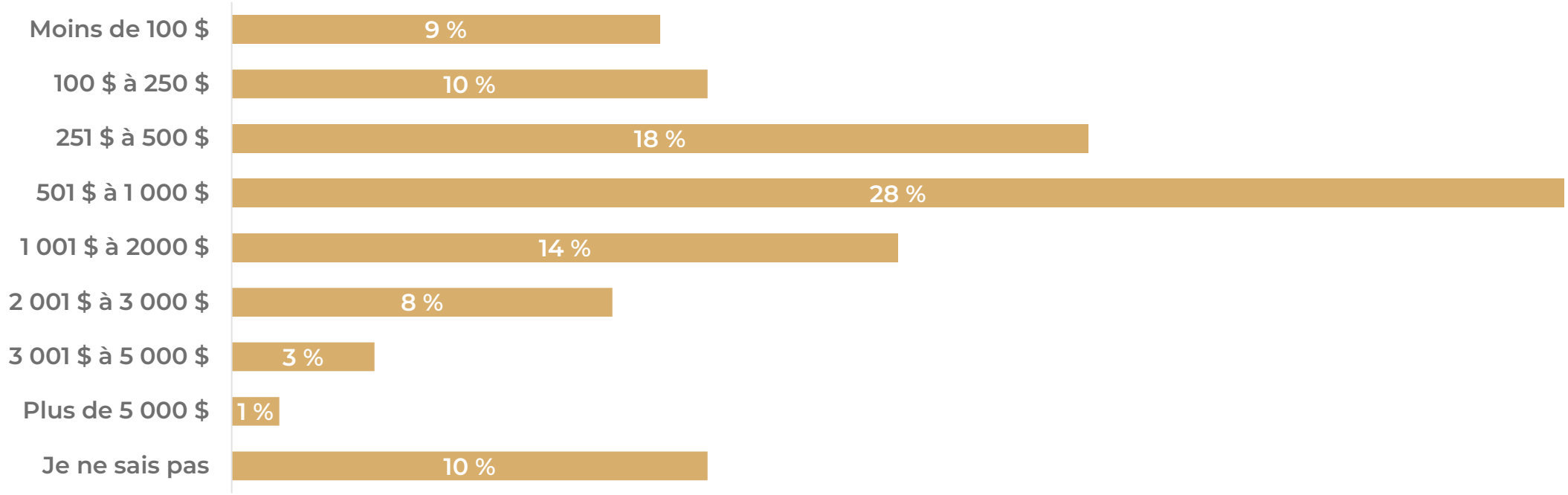
Heures par jour



Adaptation des ménages | **Sommes dépensées en eau potable**

Trois personnes sur dix dépensent entre 501 $ et 1 000 $ par année pour avoir accès à de l'eau potable. Cela représente un fardeau financier considérable compte tenu des taux de chômage et de pauvreté au sein de nombreuses communautés autochtones.

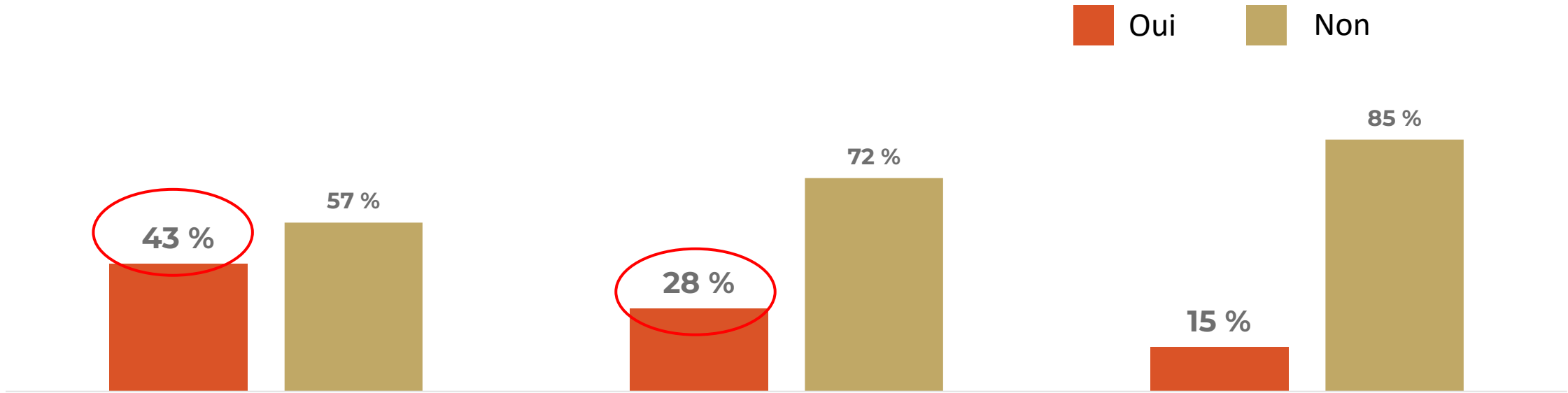
Q33 *En moyenne, quelle somme votre ménage dépense-t-il par année pour accéder à de l'eau potable (en comptant le coût des systèmes de filtration, de l'eau en bouteille et d'autres méthodes de traitement des eaux)?*



Accès et utilisations domestiques | **Avis concernant la qualité de l’eau dans les foyers**

Beaucoup trop de FFPBDIG+ autochtones sont visées par des avis concernant la qualité de l’eau potable, y compris des avis d’ébullition, des avis de ne pas boire et des avis de non-utilisation. Près de la moitié des personnes sondées sont actuellement visées par un avis d’ébullition, et 28 %, par un avis de ne pas boire l’eau.

Q15 *Votre foyer est-il actuellement visé par l’un des avis suivants concernant la qualité de l’eau potable?*



Avis d’ébullition de l’eau

Un avis de santé publique indiquant aux gens de faire bouillir l’eau du robinet pendant au moins une minute avant de la boire ou d’en faire usage pour cuisiner ou se brosser les dents, en raison d’un risque de contamination.

Avis de ne pas boire l’eau

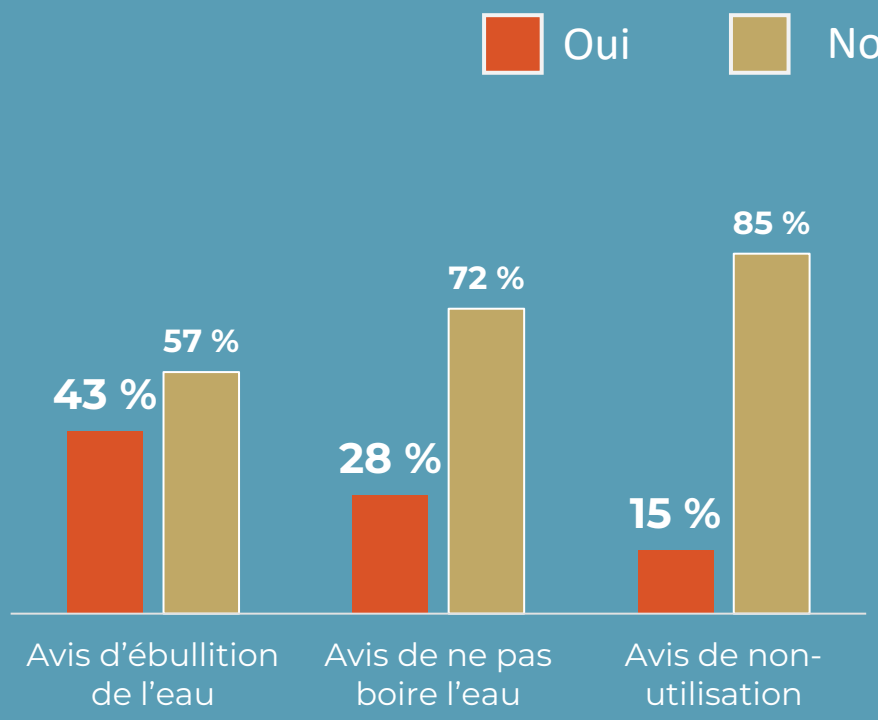
Un avis qui indique que l’eau du robinet ne doit pas du tout être utilisée, même après l’avoir fait bouillir, parce qu’elle pourrait contenir des substances nocives impossibles à éliminer par l’ébullition.

Avis de non-utilisation

L’avis le plus grave, qui indique à la population qu’elle ne doit en aucun cas utiliser l’eau du robinet, que ce soit pour boire, cuisiner, se laver ou nettoyer, parce qu’elle présente des risques graves pour la santé.

Avis concernant la qualité de l'eau potable

Q15 *Votre foyer est-il actuellement visé par l'un des avis suivants concernant la qualité de l'eau potable?*



Ces avis entraînent d'importantes difficultés au quotidien.

Par exemple, lorsqu'un avis d'ébullition est en vigueur, les gens doivent faire bouillir l'eau avant de la boire ou de cuisiner, **un processus qui demande du temps et qui exige souvent que l'on prépare de grandes quantités d'eau**.

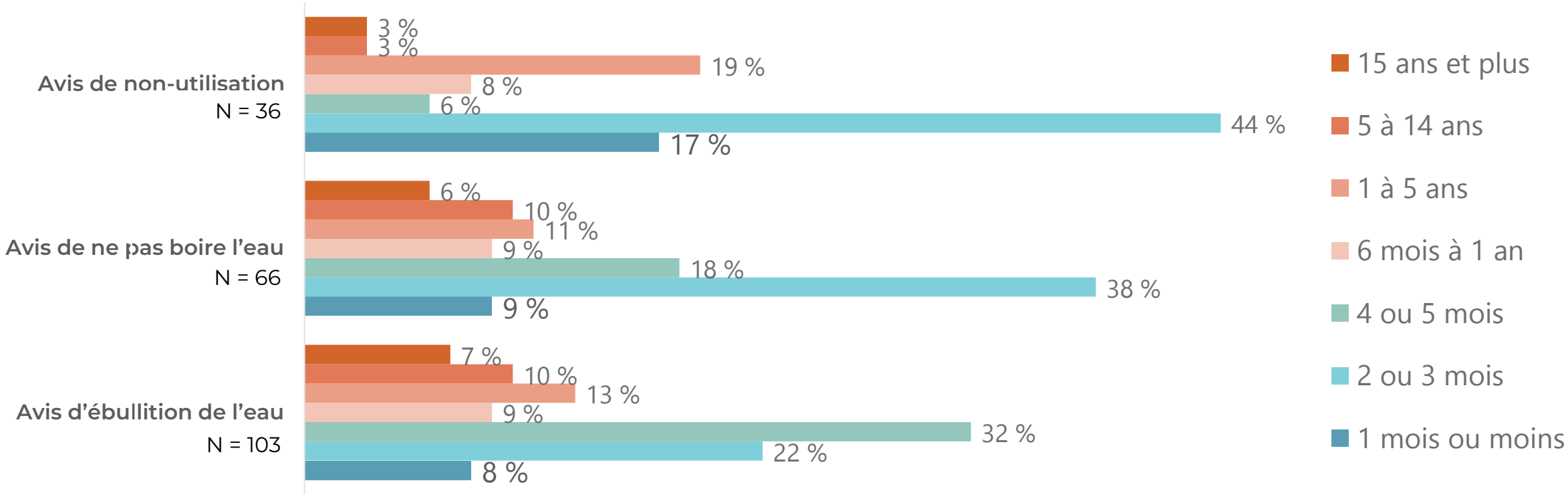
Chez les personnes visées par un avis de ne pas boire l'eau, **le fardeau financier qui découle de l'achat d'eau en bouteille devient accablant**, surtout dans les régions éloignées, où les magasins n'ont pas toujours des stocks suffisants, ou encore chez les gens qui ne disposent pas d'un moyen de transport.

Dans les cas extrêmes, certaines FFPBDIG+ autochtones **doivent parcourir de longues distances**, allant parfois jusqu'à deux heures, **afin d'assurer leur hygiène de base, par exemple pour laver leurs enfants dans des municipalités ou des installations où l'eau est salubre**. Ces conditions de vie brossent un dur portrait de l'insécurité liée à l'eau, laquelle ne fait pas qu'affecter le quotidien, mais impose également un fardeau physique, émotionnel et financier à des communautés déjà marginalisées.

Accès et utilisations domestiques | **Durée des avis**

Près de quatre personnes sur dix visées par un avis de ne pas utiliser ou de ne pas boire l'eau indiquent que celui-ci dure de deux à trois mois. Les avis d'ébullition, quant à eux, durent le plus souvent de quatre à cinq mois.

Q15 *Votre foyer est-il actuellement visé par l'un des avis suivants concernant la qualité de l'eau potable?*
Q16 *Depuis combien de temps cet [AVIS SÉLECTIONNÉ À Q15] est-il en vigueur?*

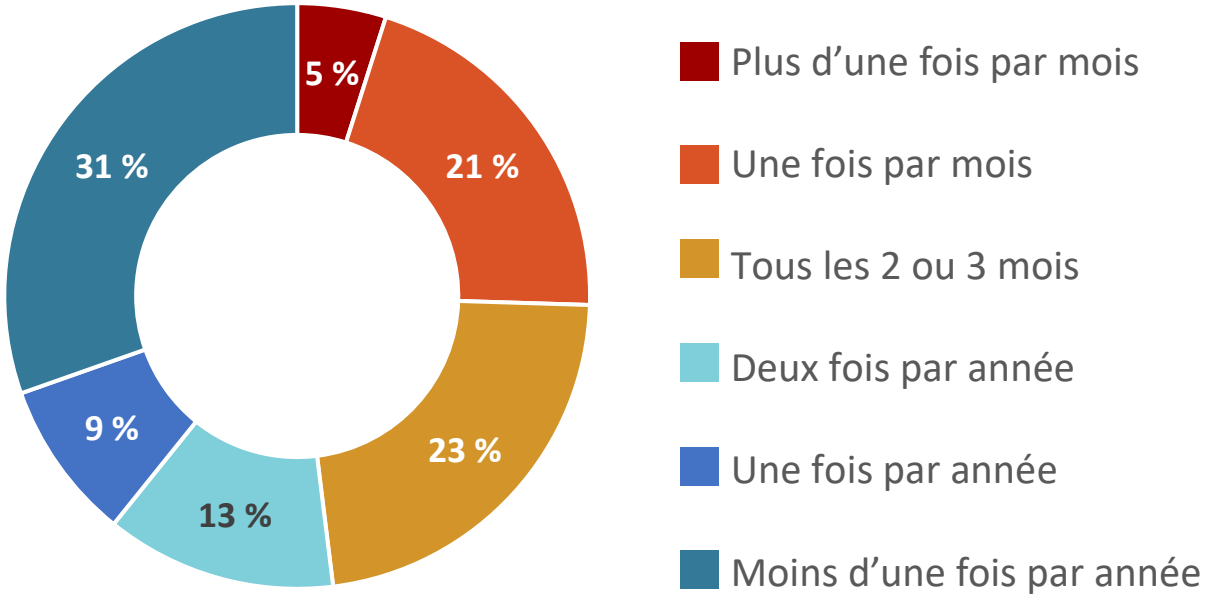


Accès et utilisations domestiques | **Expérience relative aux avis concernant la qualité de l'eau potable**

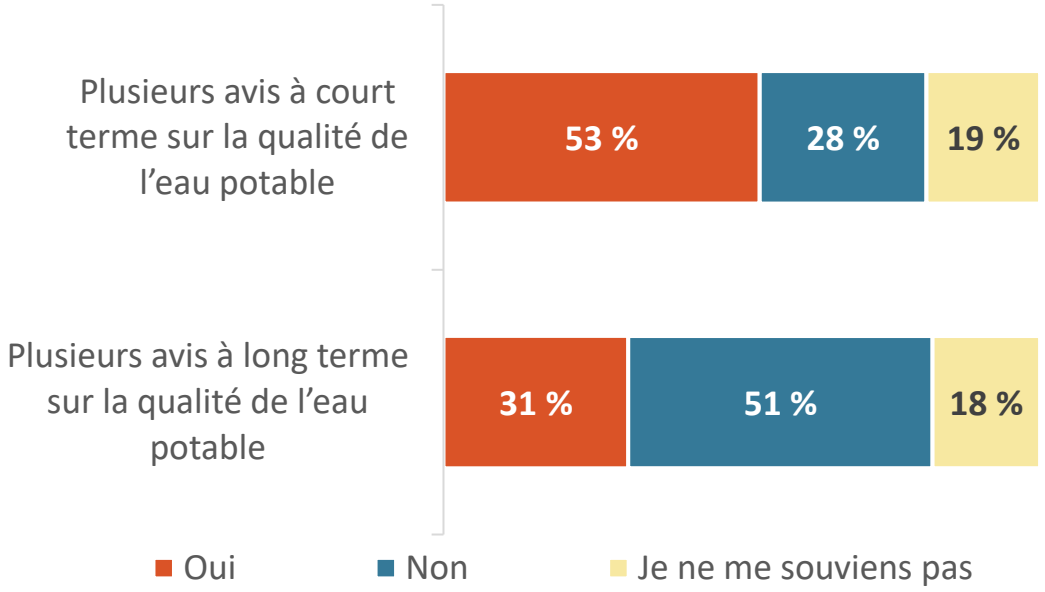
Deux personnes sur dix sont visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable une fois par mois ou tous les deux ou trois mois. Plus de la moitié ont connu plusieurs avis à court terme, ce qui témoigne des solutions provisoires qui ne règlent pas complètement les problèmes d'insécurité liée à l'eau.

Q17 *En moyenne, à quelle fréquence votre foyer est-il visé par un avis concernant la qualité de l'eau potable?*
Q18 *Au cours des cinq dernières années, avez-vous vécu les situations suivantes?*

Fréquence des avis concernant la qualité de l'eau

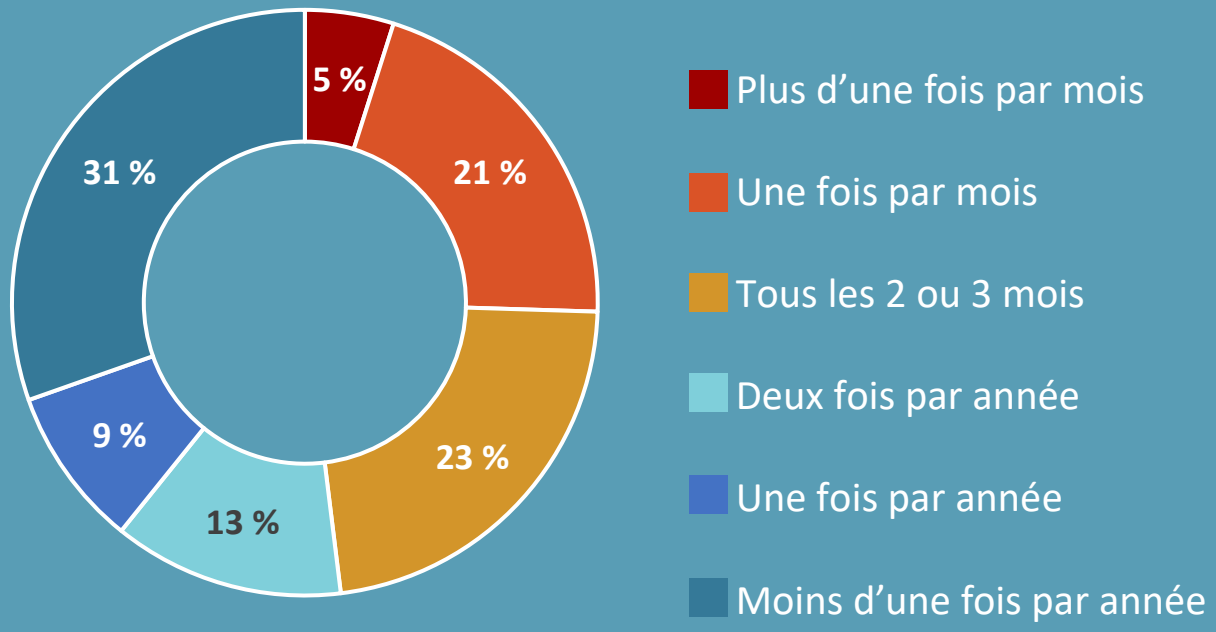


Expérience relative aux avis concernant la qualité de l'eau



Fréquence des avis concernant la qualité de l'eau potable

Q17 ***En moyenne, à quelle fréquence votre foyer est-il visé par un avis concernant la qualité de l'eau potable?***



Près de la moitié des personnes sondées sont visées régulièrement par des avis concernant la qualité de l'eau potable : 5 % sont touchées plus d'une fois par mois, 21 %, une fois par mois, et 23 %, tous les deux ou trois mois. Une telle fréquence fait état d'un problème systémique quant à la fiabilité de l'approvisionnement et à l'infrastructure, qui oblige les FFPBDIG+ autochtones à toujours s'adapter face à l'incertitude de la salubrité de l'eau.

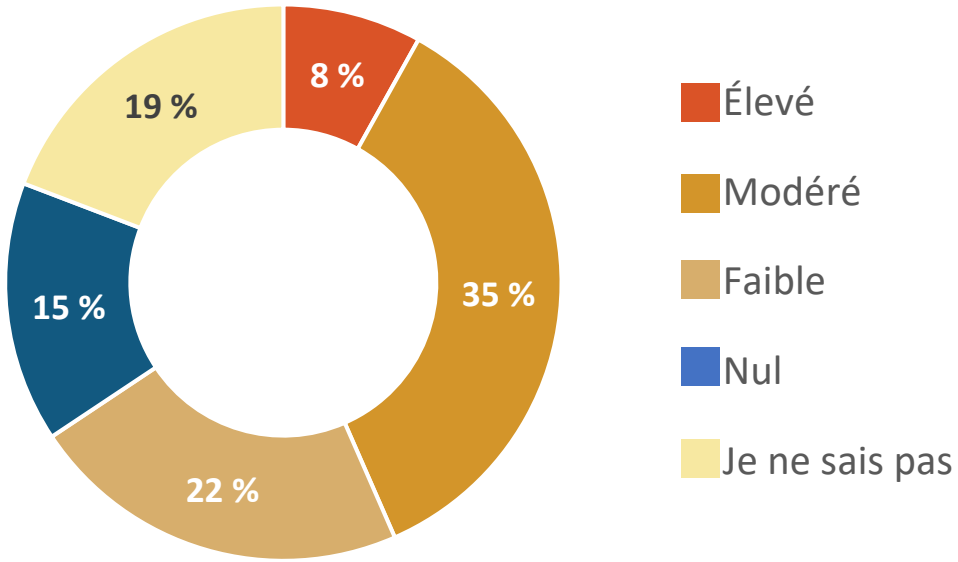
Il ne s'agit pas ici de perturbations occasionnelles, mais bien d'une réalité récurrente qui vient accentuer les pressions exercées sur des ménages déjà accablés. Qu'il soit question de planifier l'ébullition de l'eau, de se procurer de l'eau en bouteille ou de trouver des solutions sûres, les avis fréquents perturbent le quotidien et imposent des contraintes supplémentaires sur les communautés autochtones.

Accès et utilisations domestiques | **Niveaux de risque et causes des perturbations**

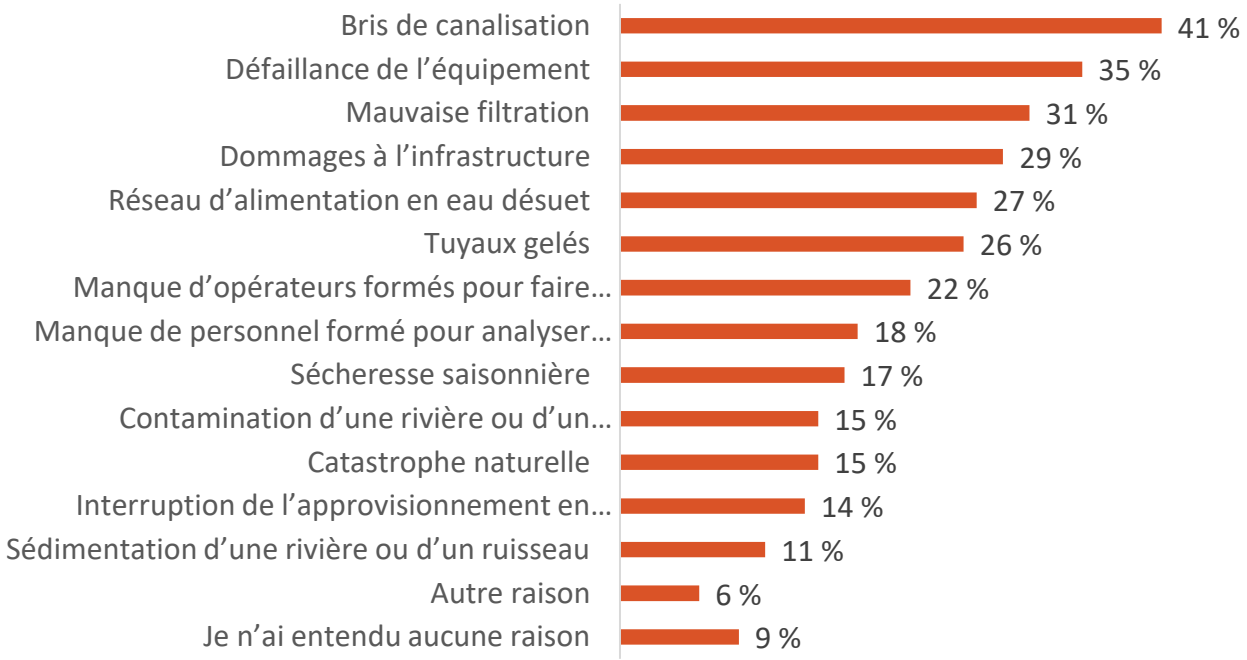
Plus du tiers des foyers sont classés comme présentant un risque modéré. Les problèmes d'accès à l'eau potable sont souvent liés à des bris de canalisation, à des défaillances de l'équipement ou encore à une mauvaise filtration, ce qui met en évidence la nécessité de trouver des solutions durables en investissant dans l'infrastructure, en offrant des formations sur le terrain et en procédant régulièrement à des analyses.

Q19 *Quel niveau de risque a été attribué à l'eau de votre foyer, que ce soit par un agent de santé environnementale et publique ou un autre expert technique?*
Q20 *Quelles raisons avez-vous entendues pour expliquer la perturbation de votre accès à de l'eau potable?*

Niveau de risque



Raisons de la perturbation



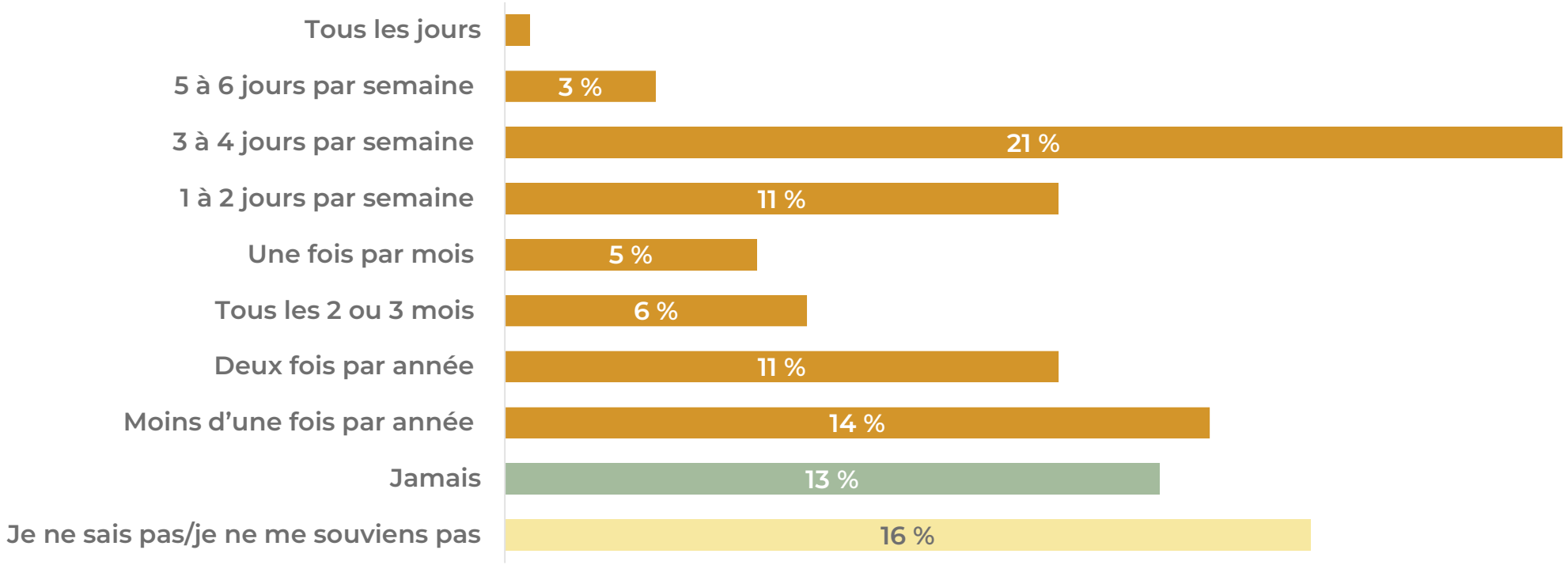
SECTION 2
PRATIQUES D'ADAPTATION DES MÉNAGES AUX PÉNURIES D'EAU

Cette section se penche sur les mesures prises par les ménages autochtones, en particulier les FFPBDIG+, en réponse aux perturbations de la qualité de l'eau et de la fiabilité de leur approvisionnement en eau potable destinée à la consommation et à un usage domestique.

Pratiques d’adaptation des ménages | **Expérience relative au rationnement de l’eau**

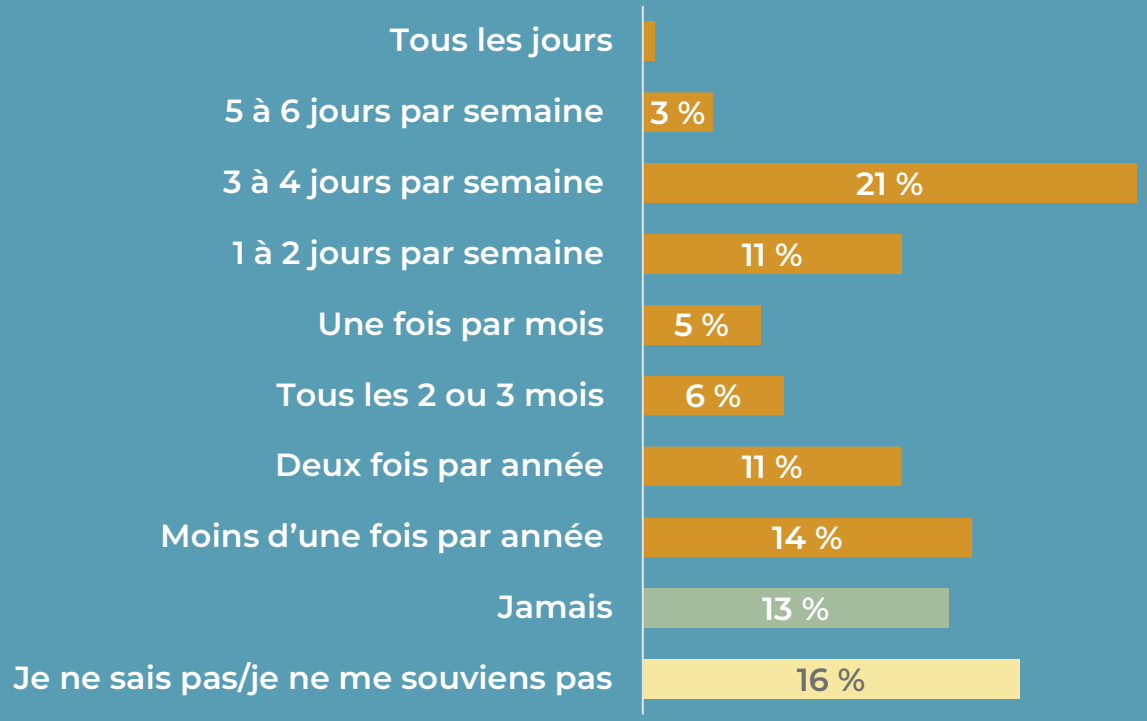
Deux FFPBDIG+ sur dix indiquent devoir rationner leur eau trois ou quatre jours par semaine, et doivent donc trouver d’autres sources d’eau et s’adapter afin de subvenir à leurs besoins essentiels près de la moitié de la semaine.

Q21 *Depuis que vous vivez dans votre communauté, à quelle fréquence avez-vous fait l’objet d’une consigne de rationnement de l’eau?*



Fréquence du rationnement de l'eau

Q21 ***Depuis que vous vivez dans votre communauté, à quelle fréquence avez-vous fait l'objet d'une consigne de rationnement de l'eau?***



Deux FFPBDIG+ sur dix indiquent devoir rationner leur eau trois ou quatre jours par semaine, et doivent donc trouver d'autres sources d'eau et s'adapter afin de subvenir à leurs besoins essentiels près de la moitié de la semaine.

Imaginez devoir adapter votre semaine entière, sans savoir à quel moment vous aurez accès à de l'eau.

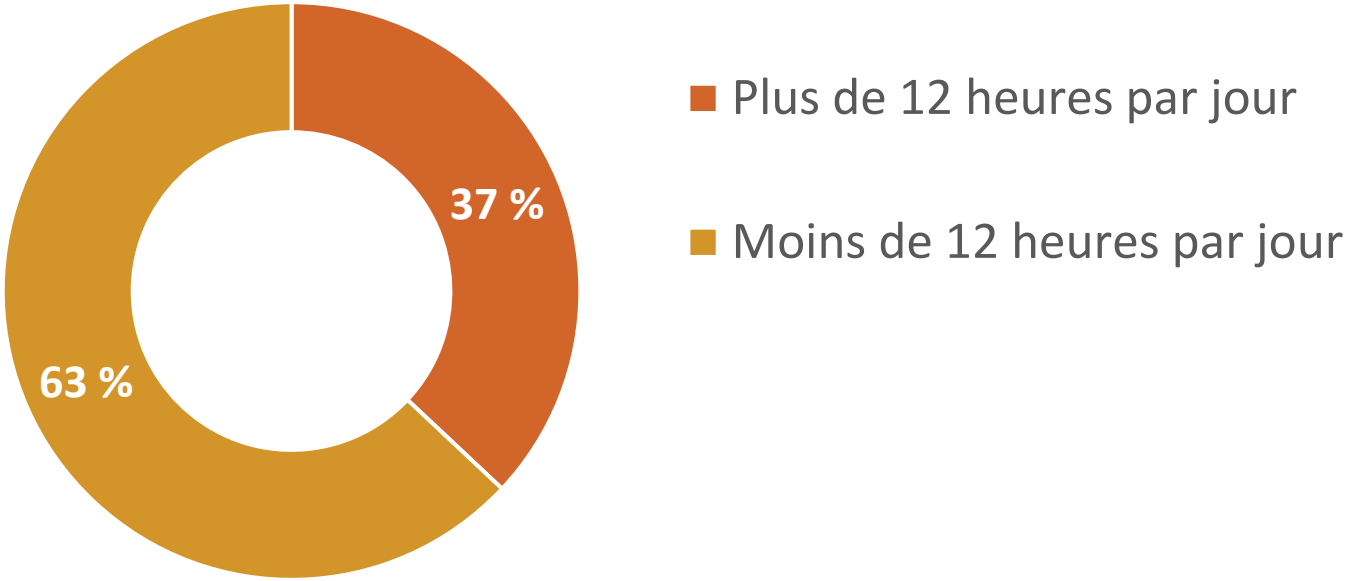
C'est la réalité de deux FFPBDIG+ autochtones sur dix. Sans approvisionnement fiable en eau potable trois ou quatre jours par semaine, elles doivent planifier chaque repas, chaque consommation d'eau, chaque tâche ménagère en tenant compte de cet accès limité.

Les familles doivent acheter de l'eau en bouteille, dépendre d'autres sources, comme l'eau dessalée (qui nécessite temps et énergie), ou encore parcourir de longues distances afin de se procurer suffisamment d'eau pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Pratiques d’adaptation des ménages | **Rationnement de l’eau – heures par jour**

Parmi les FFPBDIG+ qui ont déjà été visées par des consignes de rationnement de l’eau, six sur dix affirment que celles-ci durent habituellement moins de 12 heures par jour. En revanche, quatre personnes sur dix rapportent des périodes de rationnement qui se prolongent au-delà de 12 heures, ce qui est alarmant, puisqu’elles doivent ainsi passer plus d’une demi-journée sans un approvisionnement fiable en eau potable.

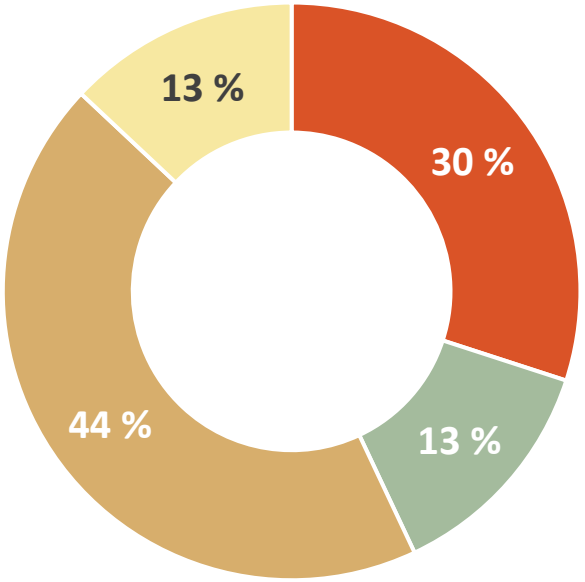
Q23 *Durant ces consignes, combien d’heures par jour l’eau est-elle rationnée? (Sous-échantillon : Les personnes qui ont été visées par des consignes de rationnement de l’eau [n = 207])*



Pratiques d’adaptation des ménages | **Rationnement de l’eau – changement au fil du temps**

Les consignes de rationnement de l’eau ne diminuent pas pour les personnes visées. En effet, leur fréquence a augmenté selon trois personnes sur dix, et est demeurée inchangée pour quatre personnes sur dix, ce qui témoigne de problèmes d’infrastructure et de formation qui persisteront, à moins d’être correctement résolus.

Q24 *Au cours des cinq dernières années, avez-vous constaté un changement notable dans la fréquence des consignes de rationnement de l’eau? (Sous-échantillon : Les personnes qui ont été visées par des consignes de rationnement de l’eau [n = 207])*



- Oui, il y a manifestement plus de consignes de rationnement de l’eau qu’avant
- Oui, il y a manifestement moins de consignes de rationnement de l’eau qu’avant
- Non, la fréquence est restée inchangée
- Je ne me souviens pas

Pratiques d'adaptation des ménages | **Rationnement de l'eau – changement au fil du temps**

Les personnes sondées qui ont constaté une hausse de la fréquence du rationnement de l'eau devaient indiquer, à leur avis, quelles sont les raisons de ce changement. Celles qui ont fourni une réponse ont le plus souvent mentionné les changements climatiques, les sécheresses plus fréquentes et la baisse des précipitations.

Q25 *À votre avis, qu'est-ce qui pourrait expliquer le rationnement de l'eau plus fréquent? Veuillez centrer votre réponse sur les causes humaines ou naturelles. (Sous-échantillon : Les personnes qui ont constaté une augmentation de la fréquence des consignes de rationnement et qui ont fourni leur opinion à ce sujet [n = 60])*

Changements climatiques

13 mentions

« Il y a moins d'eau de fonte ou de précipitations en raison des changements climatiques. »

« Le temps est plus sec, surtout l'été. »

Sécheresses et baisse des précipitations

13 mentions

« Parce qu'il pleut moins. »

« J'ai l'impression que c'est dû aux périodes prolongées de faibles précipitations; il y a ainsi moins d'eau dans le réservoir et la rivière. »

Mauvaise gestion et manque de personnel qualifié

8 mentions

« Il n'y a pas suffisamment de gens compétents au sein de la communauté pour régler les problèmes, et il faut donc plus de temps pour trouver des solutions. »

Surpopulation

7 mentions

« Il faut plus d'eau pour subvenir aux besoins d'une population croissante, et la quantité d'eau dans cette région ne suffit pas. »

Avancées dans l'atténuation des changements climatiques

4 mentions

« Le soutien du gouvernement pour mettre à niveau les systèmes d'irrigation. »

« Il y a plus d'initiatives mondiales de conservation de l'eau. »

Catastrophes naturelles

3 mentions

« Les catastrophes naturelles sont plus fréquentes, et causent des bris de canalisation dans mon quartier. »

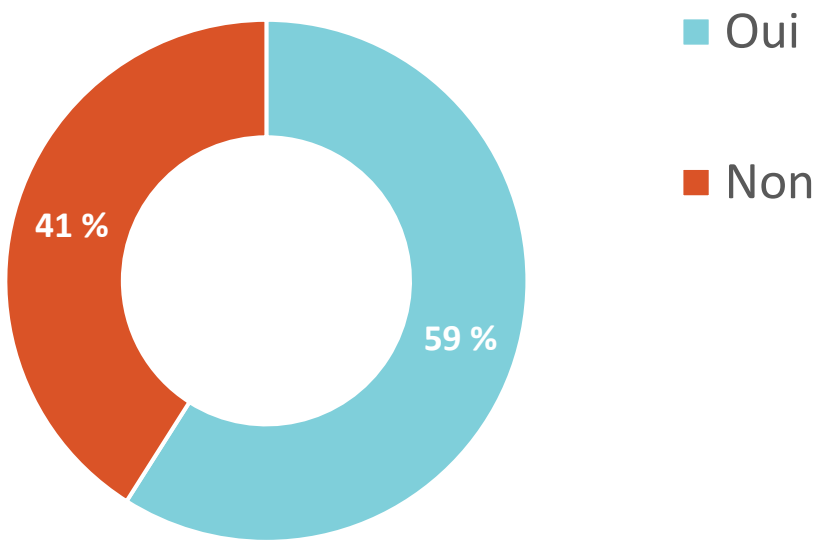
Adaptation des ménages | **Sources d’approvisionnement en eau d’urgence**

Quatre personnes sur dix n’ont pas accès à un approvisionnement en eau d’urgence advenant une pénurie d’eau ou un avis sur la qualité de l’eau. Chez les six personnes sur dix qui ont accès à un tel approvisionnement, plus de la moitié utilisent de l’eau en bouteille, et trois sur dix, un réservoir de stockage.

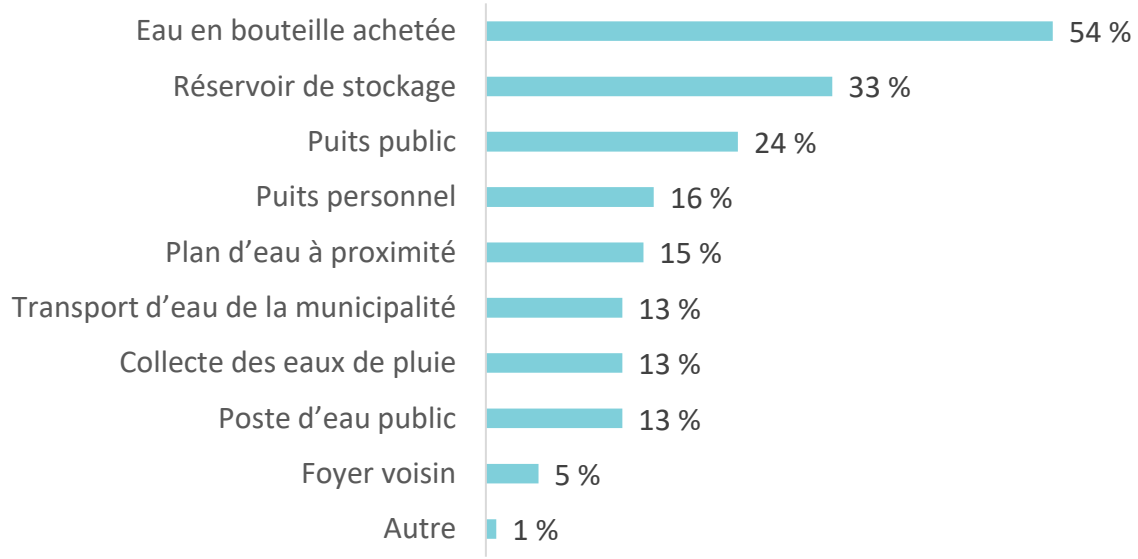
Q27 *Advenant une pénurie d’eau ou un avis sur la qualité de l’eau potable, votre ménage dispose-t-il d’un approvisionnement en eau potable d’urgence pour subvenir à ses besoins essentiels, comme boire, cuisiner, préparer la nourriture et assurer l’hygiène ou le nettoyage?*

Q28 *Parmi les sources suivantes, lesquelles utilisez-vous comme approvisionnement en eau d’urgence? (Sous-échantillon : Les personnes ayant accès à un approvisionnement en eau d’urgence [n = 141])*

Accès à un approvisionnement en eau d’urgence

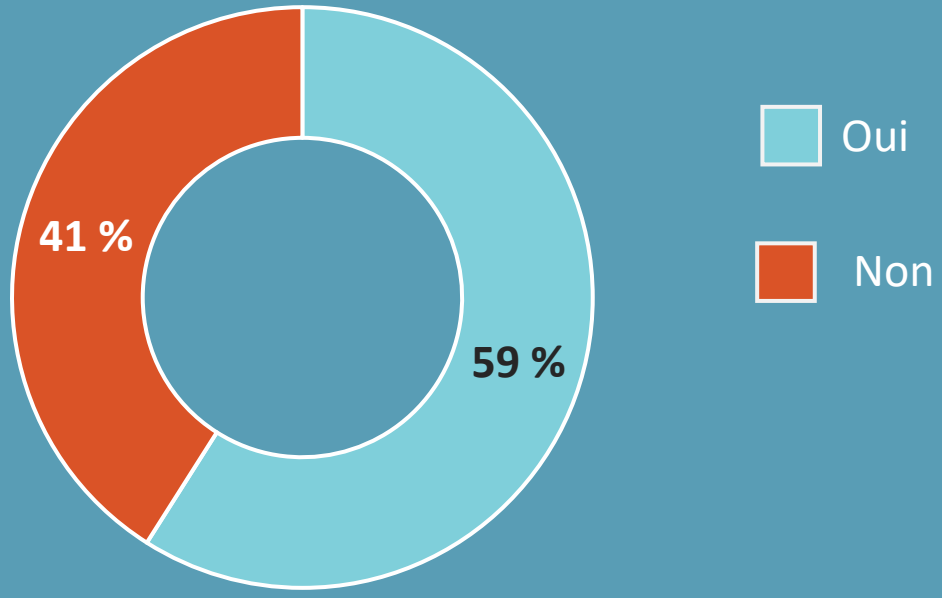


Source d’approvisionnement en eau d’urgence



Accès à un approvisionnement en eau d'urgence

Q27 *Advenant une pénurie d'eau ou un avis sur la qualité de l'eau potable, votre ménage dispose-t-il d'un approvisionnement en eau potable d'urgence pour subvenir à ses besoins essentiels, comme boire, cuisiner, préparer la nourriture et assurer l'hygiène ou le nettoyage?*



Advenant une pénurie d'eau ou un avis concernant la qualité de l'eau, un pourcentage important de plus de quatre personnes sur dix n'ont pas accès à un approvisionnement en eau potable d'urgence pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Pour les FFPBDIG+ autochtones, les pénuries d'eau et les avis concernant la qualité de l'eau ne sont pas des situations exceptionnelles, mais bien une réalité.

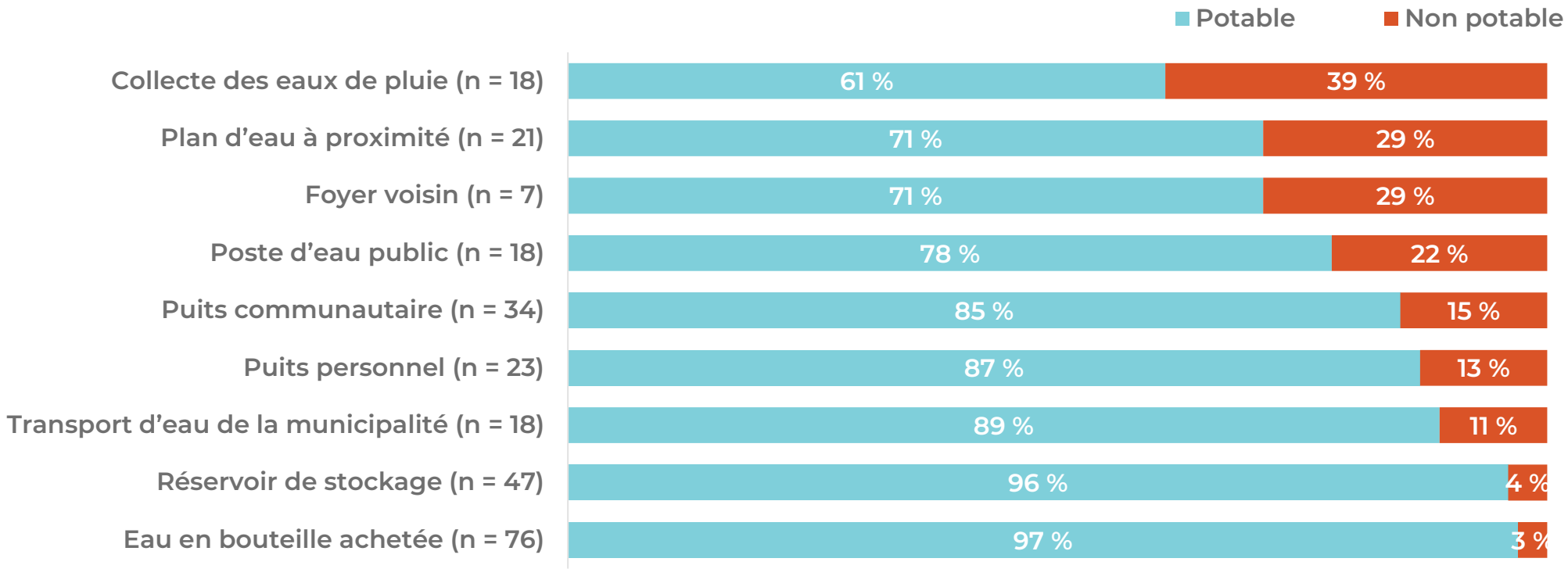
Et pourtant, même si ces pénuries et avis sont courants pour cette population, un pourcentage considérable se retrouverait sans moyens si de telles situations devaient durer plus longtemps que prévu. Le fardeau qui en résulte n'est pas seulement de nature logistique; il est profondément personnel et intersectionnel.

Plusieurs personnes se sont elles-mêmes constitué des réserves d'eau en bouteille, un acte de résilience qui s'avère souvent coûteux. Au sein de communautés où les ressources financières suffisent déjà à peine, les gens doivent sacrifier d'autres besoins essentiels afin de garantir ce droit fondamental.

Pratiques d'adaptation des ménages | **Salubrité de l'approvisionnement en eau d'urgence**

La majorité des personnes qui utilisent des réservoirs de stockage ou de l'eau en bouteille en cas d'urgence considèrent ces sources comme salubres. En revanche, parmi la minorité qui collecte l'eau de pluie pour un approvisionnement d'urgence, quatre sur dix jugent que cette eau n'est pas propre à la consommation.

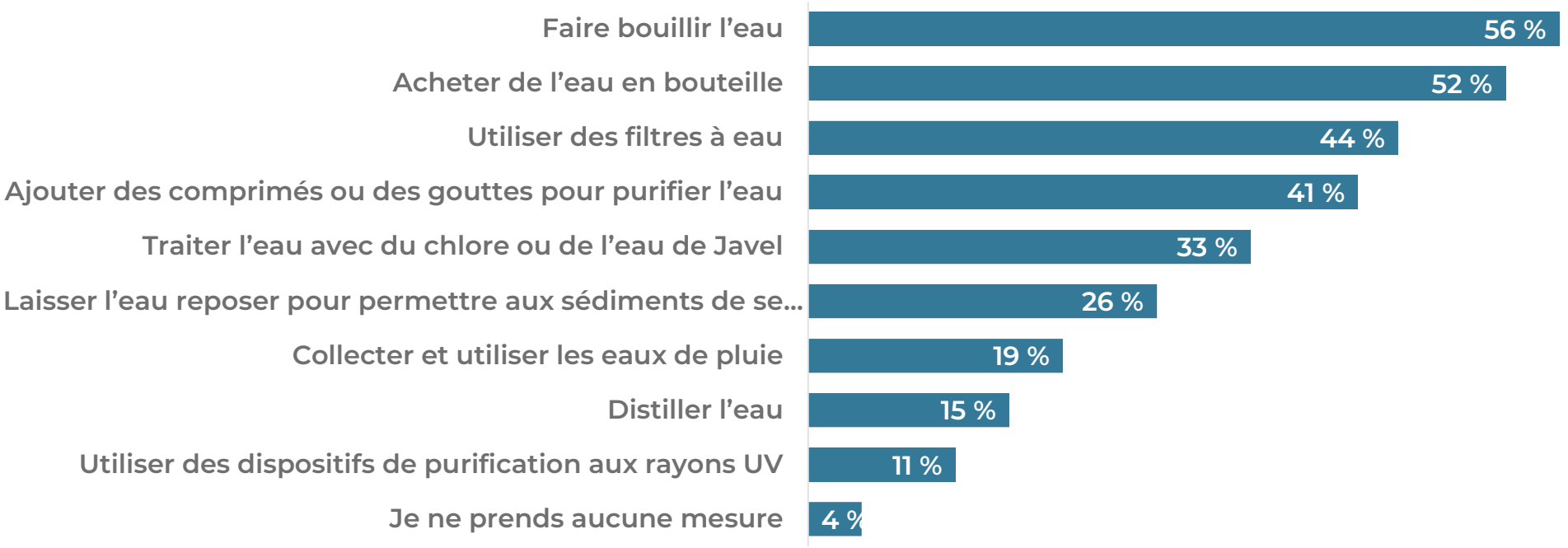
Q29 *Est-ce que vos sources d'approvisionnement en eau d'urgence sont actuellement potables? (Sous-échantillon : Les personnes ayant accès à un approvisionnement en eau d'urgence [n = 141])*



Pratiques d’adaptation des ménages | **Assurer la salubrité de l’approvisionnement d’urgence**

Parmi la petite minorité qui utilise des sources d’eau insalubre en situation d’urgence, plus de la moitié indique faire bouillir son eau ou acheter de l’eau en bouteille afin d’assurer la sécurité de son ménage.

Q30 *Vous avez indiqué qu’une ou plusieurs de vos sources d’approvisionnement en eau d’urgence ne sont pas salubres; quelles mesures prenez-vous pour assurer leur salubrité? (Sous-échantillon : Les personnes dont la source d’approvisionnement en eau d’urgence n’est pas actuellement potable [n = 27])*



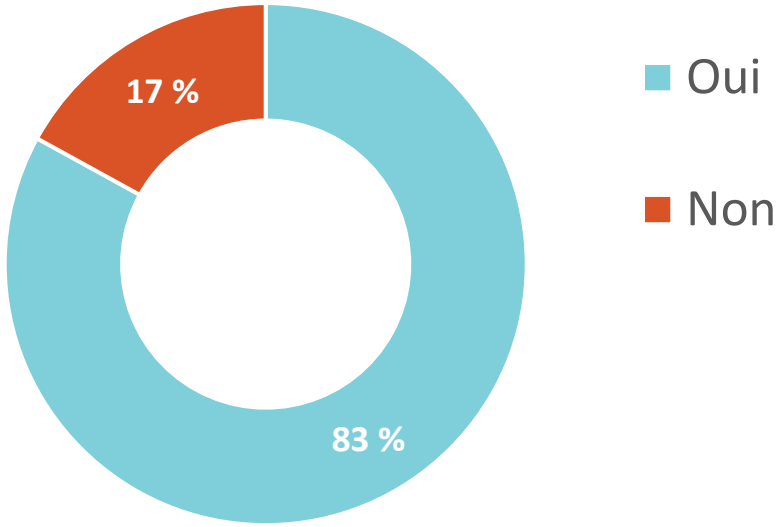
Pratiques d'adaptation des ménages | **Approvisionnement en eau d'urgence des ménages**

Alors que huit personnes sur dix affirment que leur approvisionnement en eau d'urgence répondrait aux besoins de leur ménage, 17 % ne sont pas de cet avis. Parmi celles qui disposent de réserves d'urgence, seulement 16 % estiment que celles-ci dureraient plus de six jours. Plusieurs ménages en situation d'insécurité liée à l'eau pourraient ainsi se retrouver sans eau potable en à peine quelques jours. Comme les avis concernant la qualité de l'eau durent parfois plusieurs mois, l'approvisionnement d'urgence ne constitue pas une solution suffisante à l'insécurité liée à l'eau à long terme.

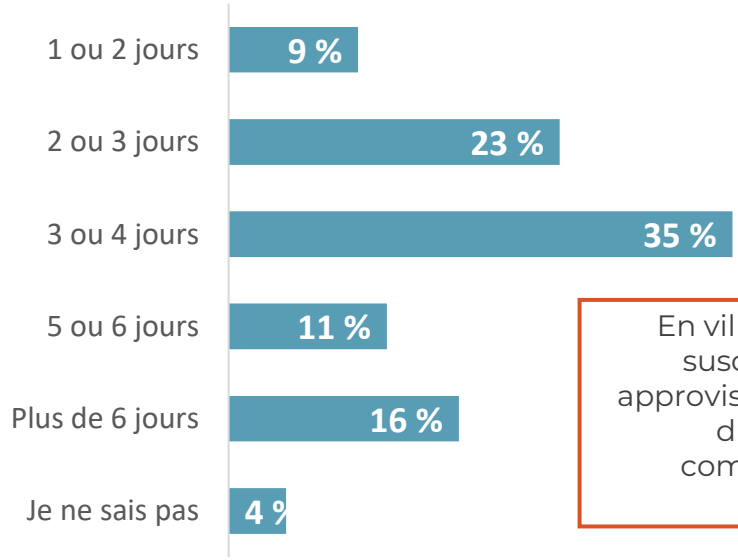
Q31 *Est-ce que votre approvisionnement d'urgence suffit à répondre aux besoins de votre ménage? (Sous-échantillon : Les personnes ayant accès à un approvisionnement en eau d'urgence [n = 141])*

Q32 *En situation de crise, combien de temps vos réserves d'eau d'urgence dureraient-elles, à votre avis? (Sous-échantillon : Les personnes ayant accès à un approvisionnement en eau d'urgence [n = 141])*

Approvisionnement d'urgence suffisant pour le ménage



Durée des réserves d'eau d'urgence



En ville (42 %), les gens sont plus susceptibles de dire que leur approvisionnement en eau d'urgence durerait **plus de 6 jours**, comparativement aux autres communautés.

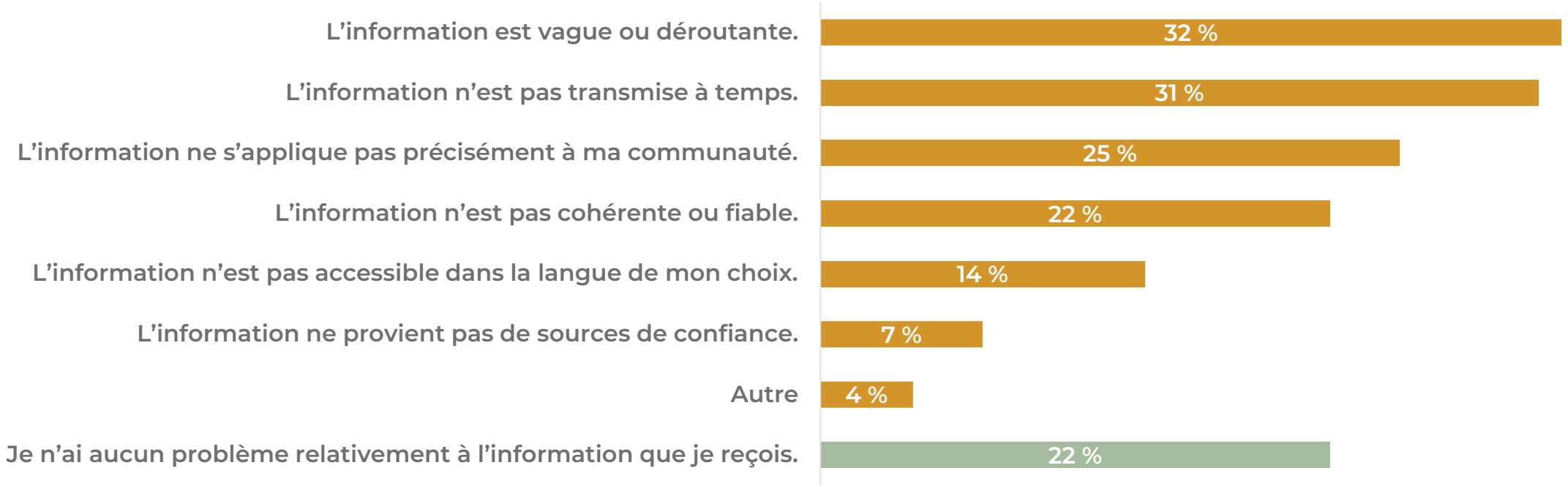
SECTION 3
INFORMATION ET SENSIBILISATION EN MATIÈRE D'ADAPTATION

Cette section se penche sur l'accessibilité et l'utilité de l'information à l'intention des FFPBDIG+ autochtones pour assurer la salubrité de l'eau.

Information et sensibilisation en matière d'adaptation | **Problèmes concernant l'information reçue**

Au cours d'une vague précédente de l'étude, les gens devaient indiquer de quelle source ils reçoivent habituellement de l'information, comme des mises à jour sur les avis concernant la qualité de l'eau. Lorsqu'il est question d'accès à l'information concernant l'eau dans leur communauté, trois personnes sur dix trouvent que l'information qui leur est fournie est vague et déroutante, ou encore qu'elle ne leur est pas transmise à temps.

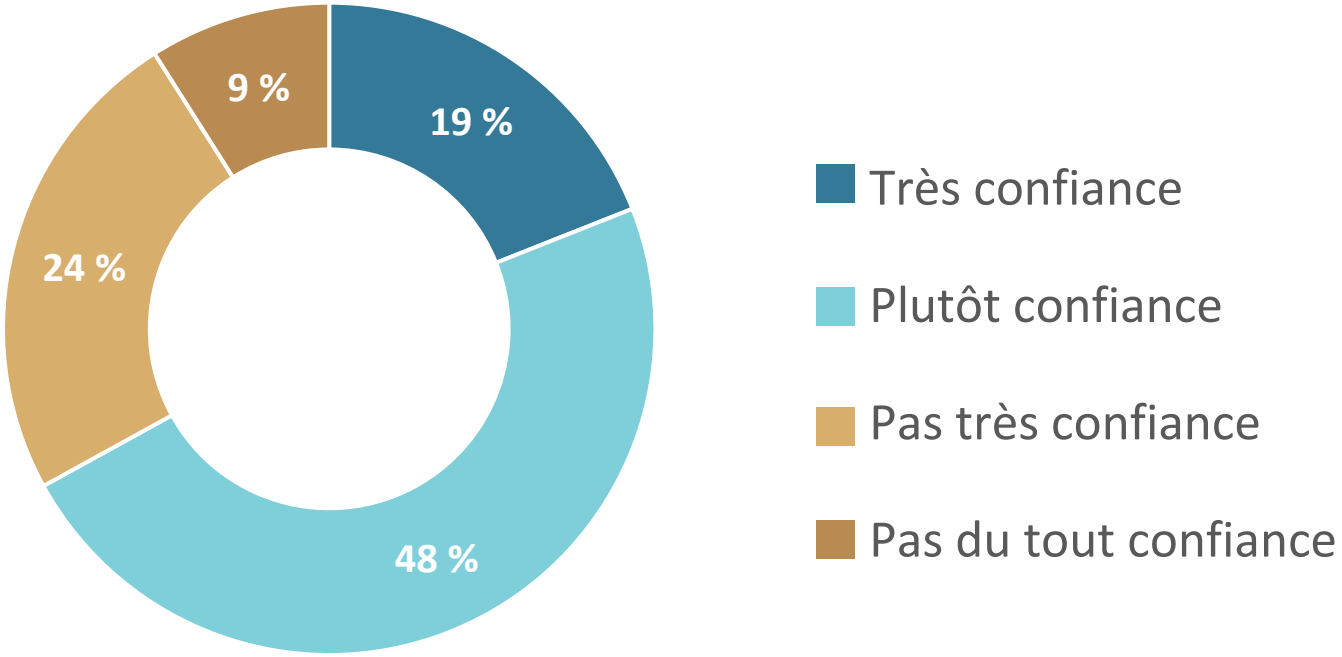
Q34 *Quels problèmes rencontrez-vous relativement à l'information que vous recevez ou à laquelle vous accédez concernant l'eau dans votre communauté?*



Information en matière d'adaptation | **Confiance dans la réponse en cas d'urgence**

D'après l'information qu'elles reçoivent, seulement deux personnes sur dix ont une grande confiance dans leur capacité à réagir efficacement en cas d'urgence liée à l'eau. La moitié des personnes sondées se sent au moins plutôt en confiance, mais le tiers ne se sent pas en confiance à cet égard. Cette constatation est tout particulièrement inquiétante compte tenu de la fréquence de l'incertitude et des avis concernant la qualité de l'eau, et de la moitié des personnes sondées qui n'ont généralement pas accès à de l'eau potable pendant toute une semaine.

Q35 *D'après l'information que vous recevez, dans quelle mesure avez-vous confiance dans votre capacité à réagir efficacement en cas d'urgence liée à l'eau?*



*On entend par **urgence liée à l'eau** une situation durant laquelle l'approvisionnement habituel en eau potable et salubre est interrompu, compromis ou rendu impropre à la consommation en raison d'une contamination, d'un bris d'infrastructure, d'une catastrophe naturelle ou d'autres circonstances imprévues.*

SECTION 4

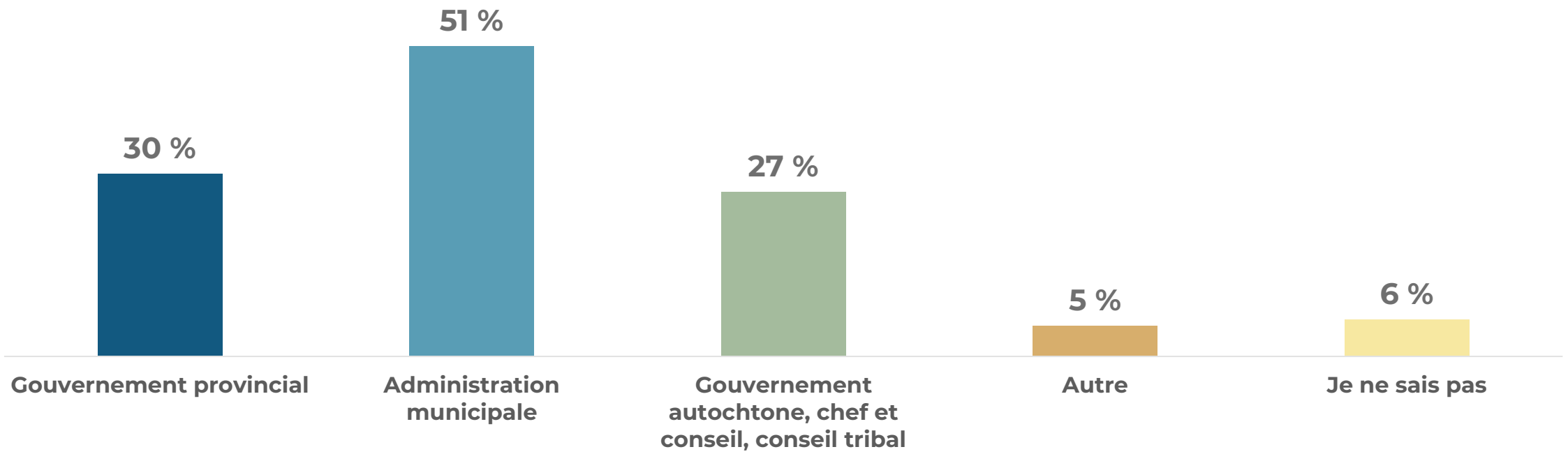
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ À RÉPONDRE AUX RISQUES EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE L'EAU ET DE FIABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT

Cette section se penche sur la satisfaction quant à la gouvernance et à l'infrastructure de l'eau dans les communautés, y compris la perception de la responsabilité de la gestion de l'eau et l'appui aux solutions proposées.

Renforcement des capacités | **Approvisionnement en eau des communautés – gestion**

La moitié des personnes sondées indiquent que la gestion de l'approvisionnement en eau de leur communauté relève actuellement de l'administration municipale. Selon trois personnes sur dix, cette responsabilité relève du gouvernement provincial ou du gouvernement autochtone.

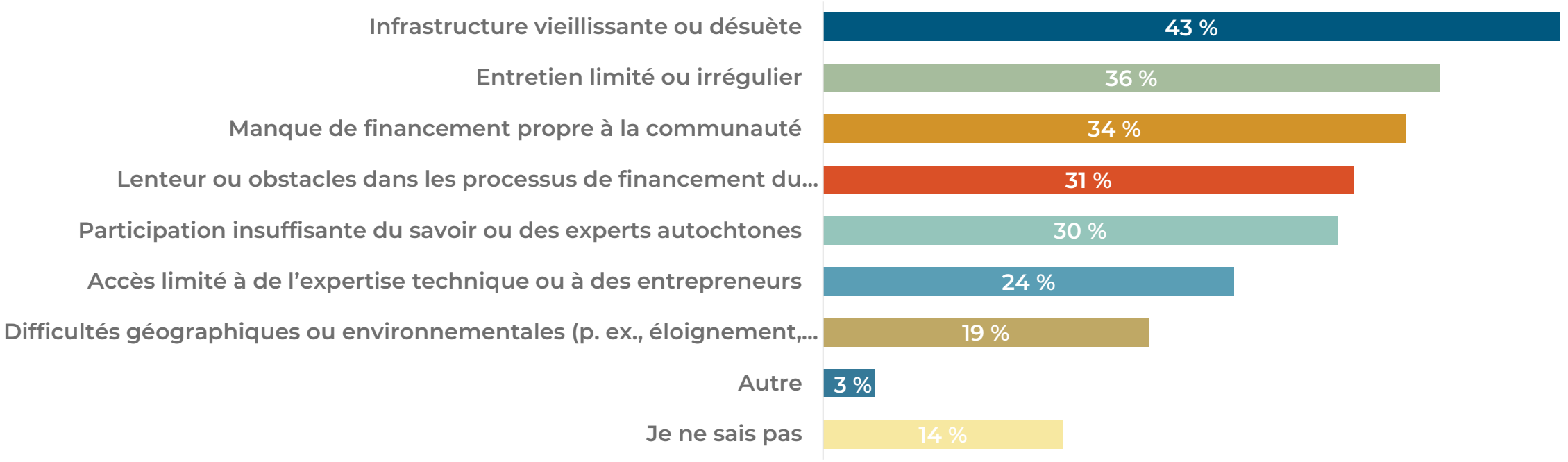
Q37 *Laquelle des instances suivantes est actuellement responsable de gérer l'approvisionnement en eau de votre communauté?*



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés aux installations**

Lorsqu’il est question des installations de l’infrastructure de l’eau dans leur communauté, quatre personnes sur dix estiment que le principal problème concerne l’infrastructure vieillissante ou désuète ainsi que l’entretien limité ou irrégulier. Les problèmes les plus souvent mentionnés sont ceux qui relèvent des responsables de la gouvernance de l’eau, ce qui met en évidence le besoin urgent de solutions institutionnelles et systémiques, plutôt que de faire porter le fardeau aux ménages et aux communautés.

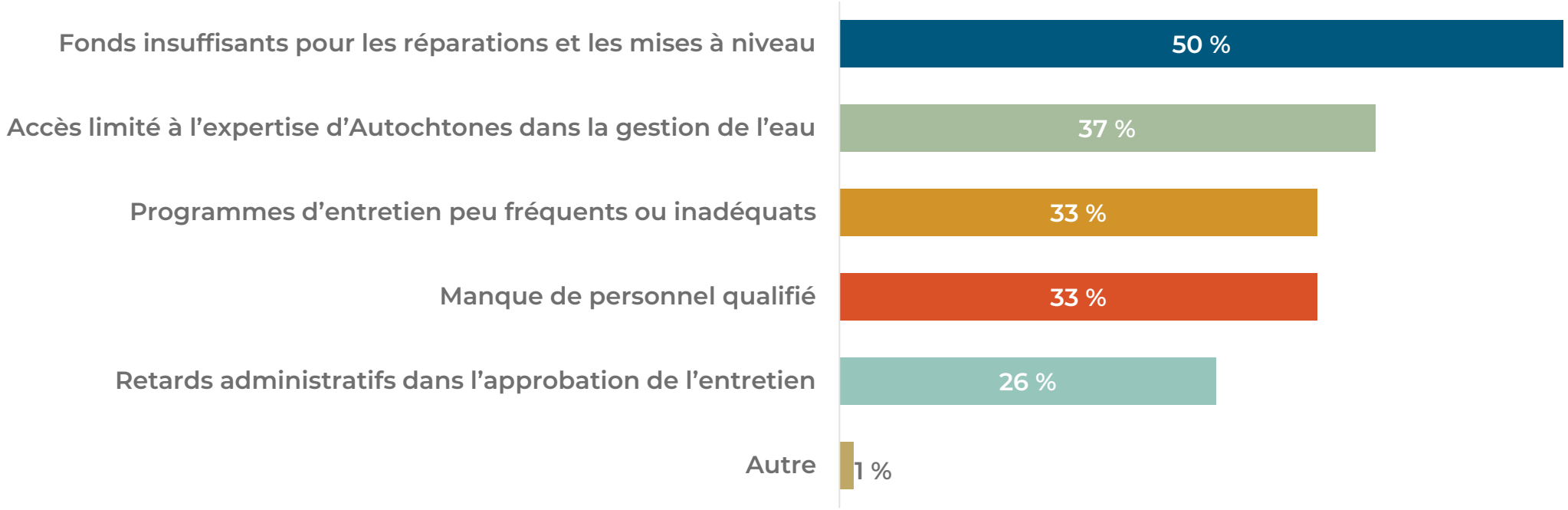
Q39 *À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent à l’infrastructure de l’eau au sein de votre communauté?*



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés à l’entretien**

La moitié des personnes sondées trouvent que l’insuffisance des fonds destinés aux réparations et aux mises à niveau nuit à l’entretien de l’infrastructure de l’eau au sein de leur communauté.

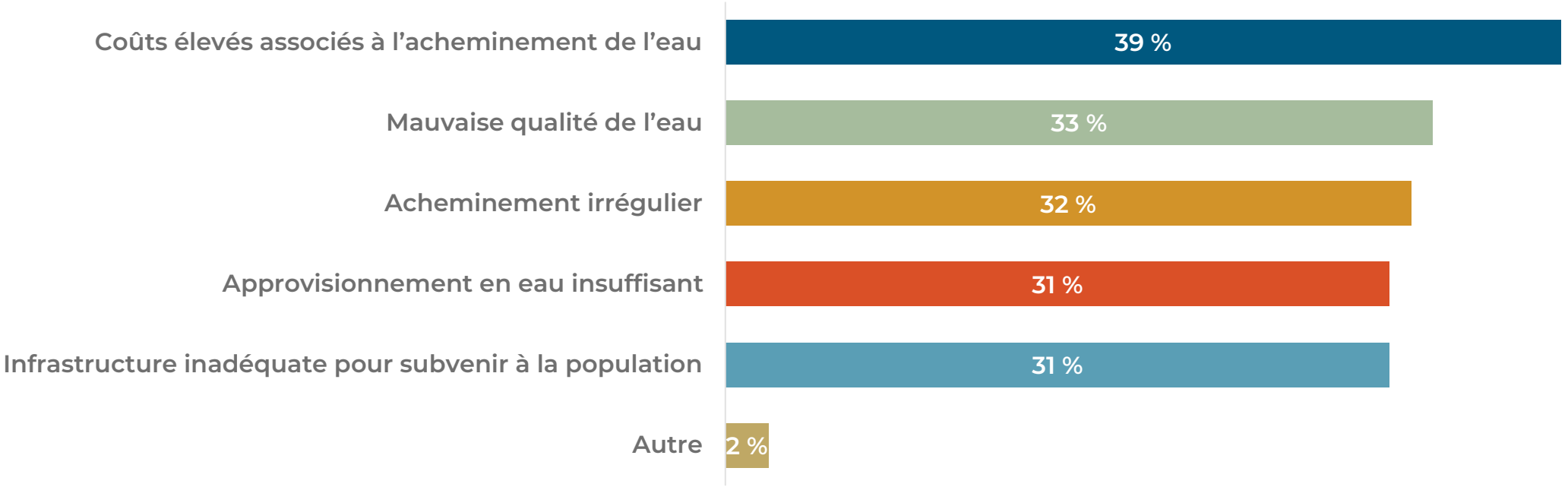
Q40 *À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent à l’entretien de l’infrastructure de l’eau au sein de votre communauté?*



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés à l’acheminement**

Pour quatre personnes sur dix, les coûts élevés associés à l’acheminement de l’eau constituent un obstacle considérable à l’alimentation des foyers, des installations publiques et des entreprises de leur communauté en eau potable. Comme le tiers des personnes sondées résident dans une réserve des Premières Nations et deux personnes sur trois, dans de petites communautés rurales ou territoriales, il est crucial de reconnaître que certaines de ces régions sont accessibles seulement par avion ou par des routes de glace imprévisibles, ce qui vient exacerber le problème d’approvisionnement fiable en eau potable.

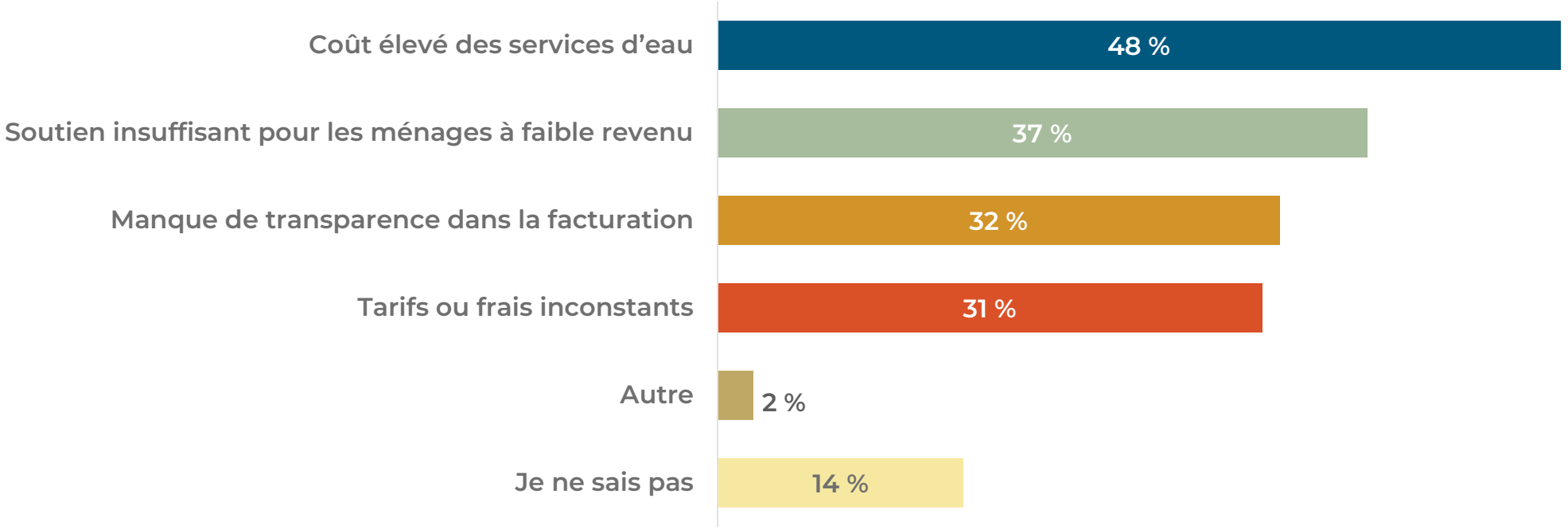
Q42 *À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent à l’alimentation des foyers, des installations publiques et des entreprises de votre communauté en eau potable? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s’appliquent.*



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés à la facturation et aux frais**

Lorsqu’on questionne les personnes sondées sur les problèmes liés à la facturation et aux frais de l’utilisation domestique de l’eau dans leur communauté, la moitié mentionne le coût élevé des services d’eau. Quatre sur dix font état du soutien insuffisant destiné aux ménages à faible revenu, un problème critique compte tenu des contraintes financières auxquelles font faces de nombreuses FFPBDIG+ autochtones, dans des communautés où la pauvreté et le taux de chômage élevé rendent ces coûts particulièrement accablants.

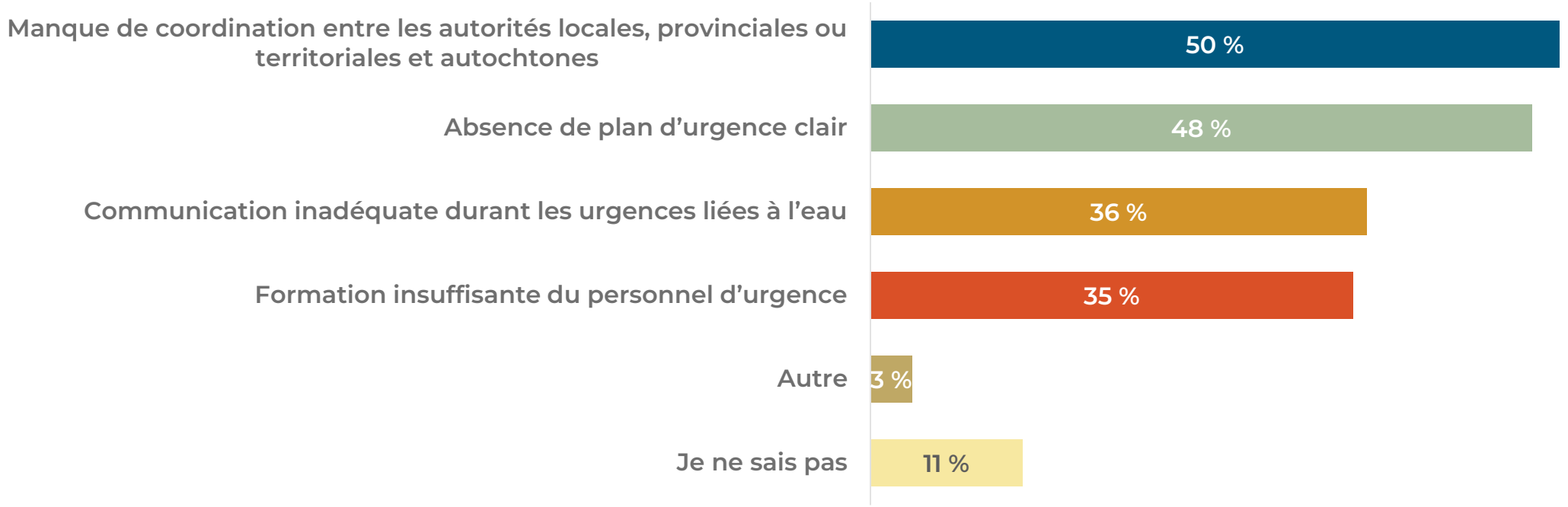
Q43 À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent à la facturation et aux frais pour l’utilisation domestique de l’eau dans votre communauté?



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés aux interventions en cas d’urgence**

La moitié des personnes sondées relèvent le manque de coordination entre les autorités locales, provinciales ou territoriales et autochtones comme problème relatif aux interventions d’urgence et à la salubrité de l’eau. Un pourcentage semblable mentionne l’absence de plan d’urgence clair.

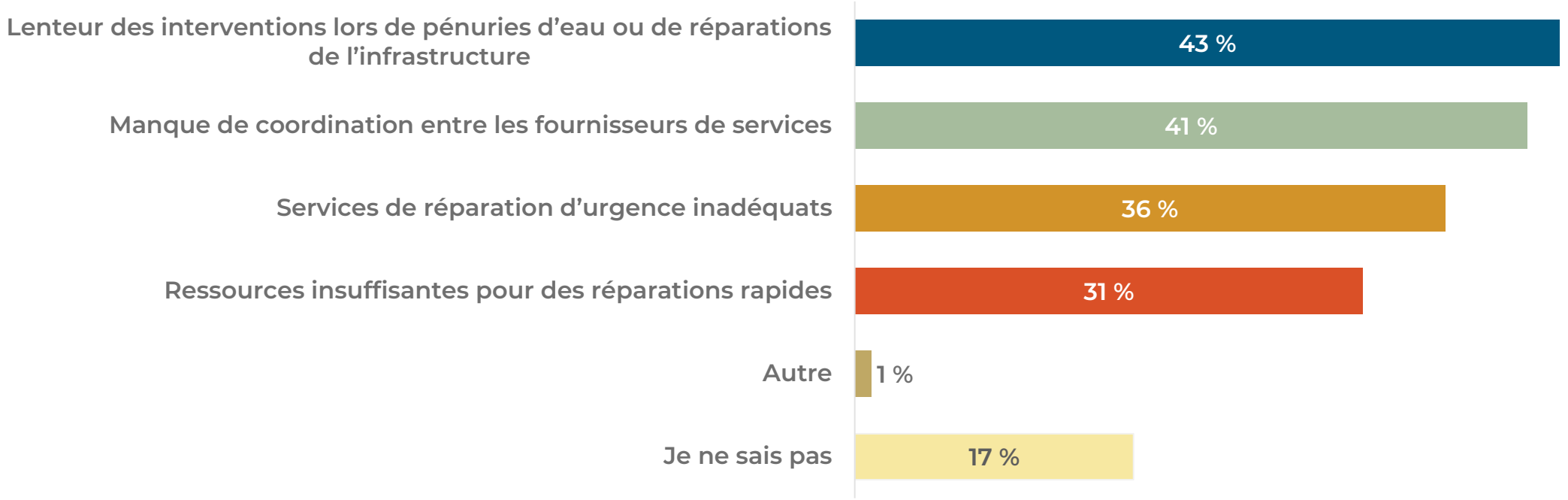
Q44 *À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent à la planification des interventions d’urgence et de la salubrité de l’eau au sein de votre communauté?*



Infrastructure de l’eau dans la communauté | **Problèmes liés aux délais des services**

Quatre personnes sur dix mentionnent la lenteur des interventions lors de pénuries d’eau ou de réparations d’infrastructure, ainsi que le manque de coordination entre les fournisseurs de services comme principaux problèmes relatifs aux délais des services. Compte tenu de ces difficultés, il est nécessaire de demander de toute urgence de meilleures ressources, des protocoles d’intervention plus clairs et une meilleure collaboration entre les gouvernements.

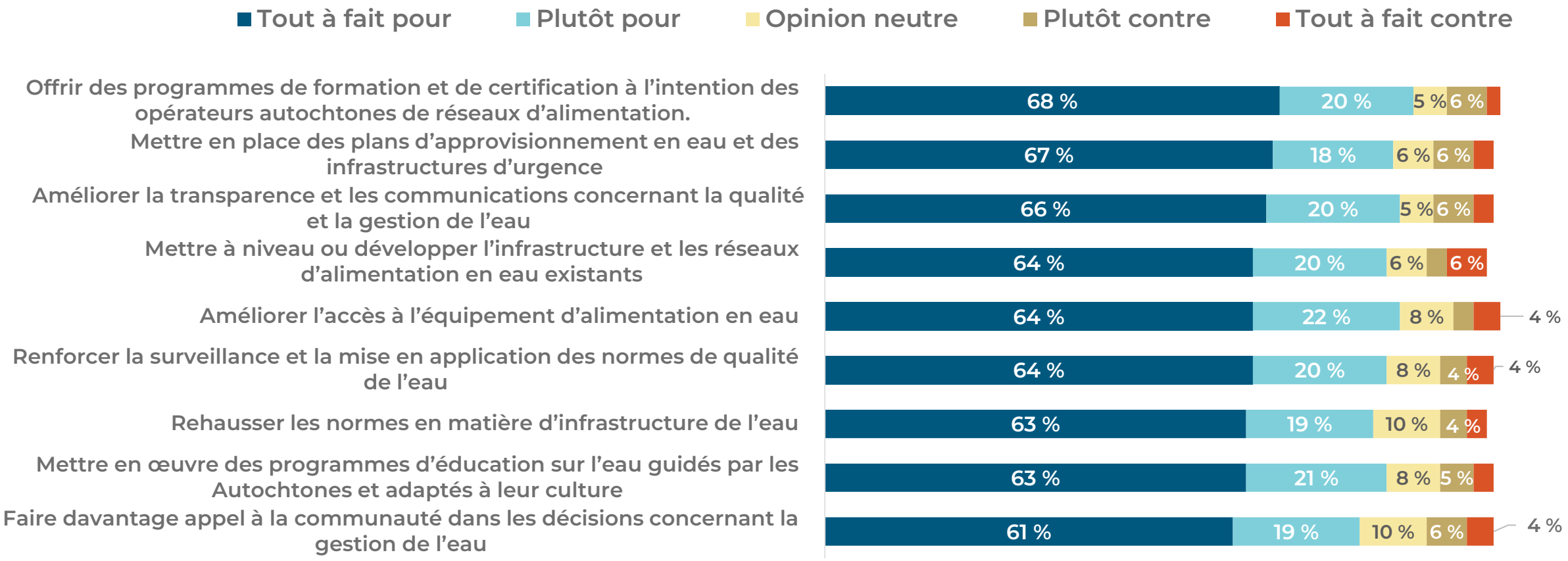
Q46 *À votre avis, lesquels des problèmes suivants s’appliquent aux délais des services (p. ex. les interventions lors d’une pénurie ou de réparations)?*



Renforcement des capacités | **Solutions proposées**

Des majorités se montrent favorables aux solutions proposées pour régler les problèmes de gestion de l'eau et d'approvisionnement, surtout en ce qui a trait aux programmes de formation et de certification à l'intention d'opérateurs autochtones de réseaux d'alimentation. Si elles sont adoptées par les organismes de gouvernance de l'eau avec les ressources et le soutien nécessaires, ces mesures concrètes peuvent considérablement améliorer la sécurité liée à l'eau.

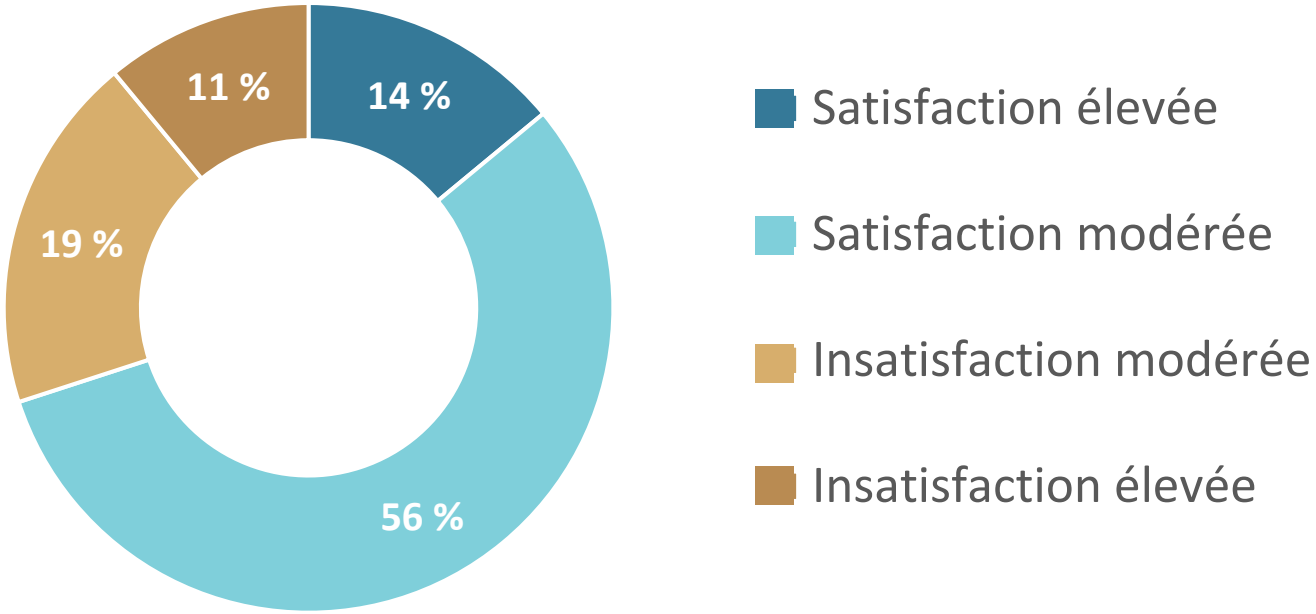
Q47 *Sur une échelle allant de « tout à fait pour » à « tout à fait contre », veuillez indiquer votre appui à chacune des solutions proposées pour régler les problèmes liés à la gestion de l'eau et à l'approvisionnement en eau au sein de votre communauté.*



Renforcement des capacités | **Satisfaction à l’égard de la gouvernance de l’eau**

Seule une personne sur dix se dit très satisfaite de la gouvernance de l’eau dans sa communauté.

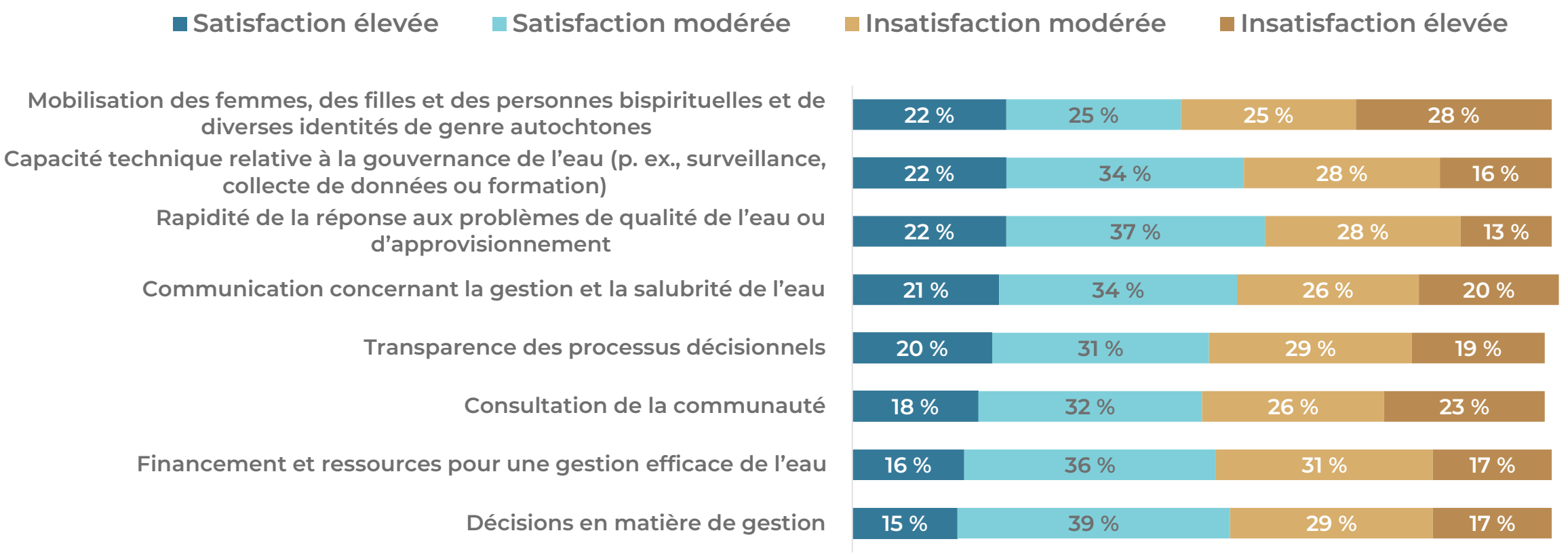
Q48 *En général, quel est votre niveau de satisfaction à l’égard de la gouvernance de l’eau au sein de votre communauté?*



Renforcement des capacités | **Satisfaction à l'égard de la gouvernance de l'eau**

Le niveau de satisfaction à l'égard de divers aspects de la gouvernance de l'eau au sein des communautés est partagé. Il est significativement plus faible lorsqu'il est question de la participation limitée des FFPBDIG+ autochtones ainsi que de la consultation de la communauté.

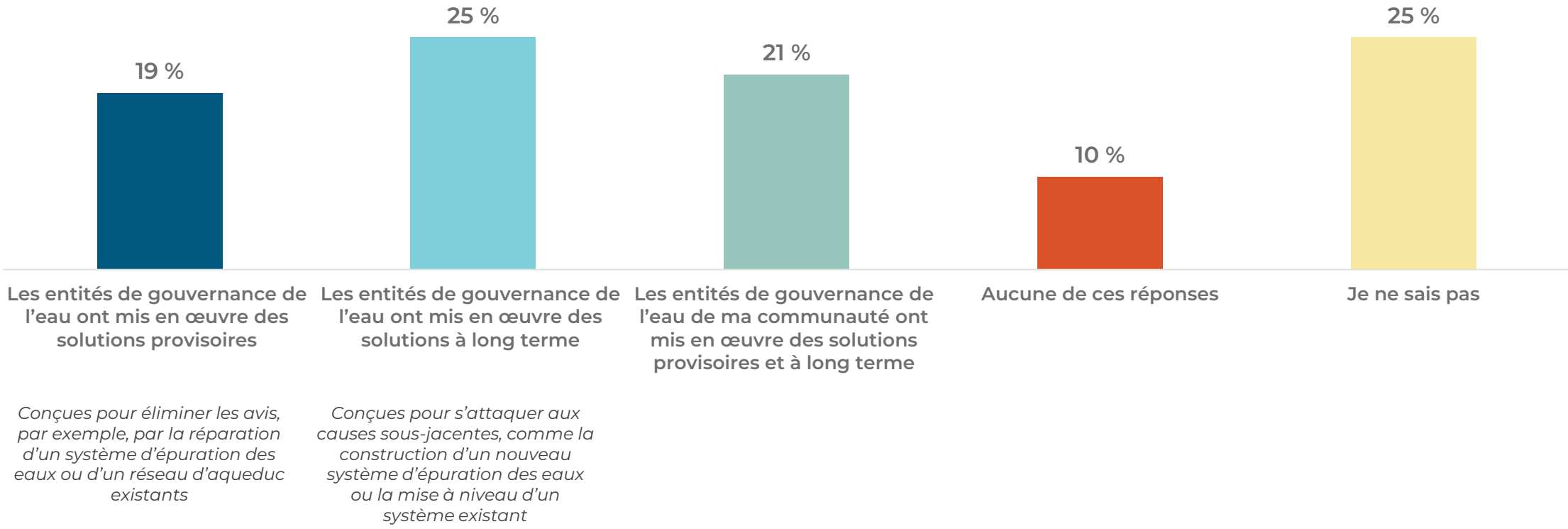
Q49 *Comment évalueriez-vous votre niveau de satisfaction à l'égard des aspects suivants de la gouvernance de l'eau au sein de votre communauté?*



Renforcement des capacités | **Mesures prises dans la communauté**

Lorsqu'on demande aux FFPBDIG+ autochtones quelles mesures ont été prises dans leur communauté pour réduire l'insécurité liée à l'eau, seulement le quart indique que les entités de gouvernance ont mis en œuvre des solutions à long terme. Ce résultat est inquiétant, puisqu'il indique que les communautés aux prises avec de l'insécurité liée à l'eau ne reçoivent pas de soutien durable pour résoudre les problèmes en cours.

Q50 *Lequel des énoncés suivants décrit le mieux les mesures prises au sein de votre communauté pour régler les problèmes d'insécurité liée à l'eau?*



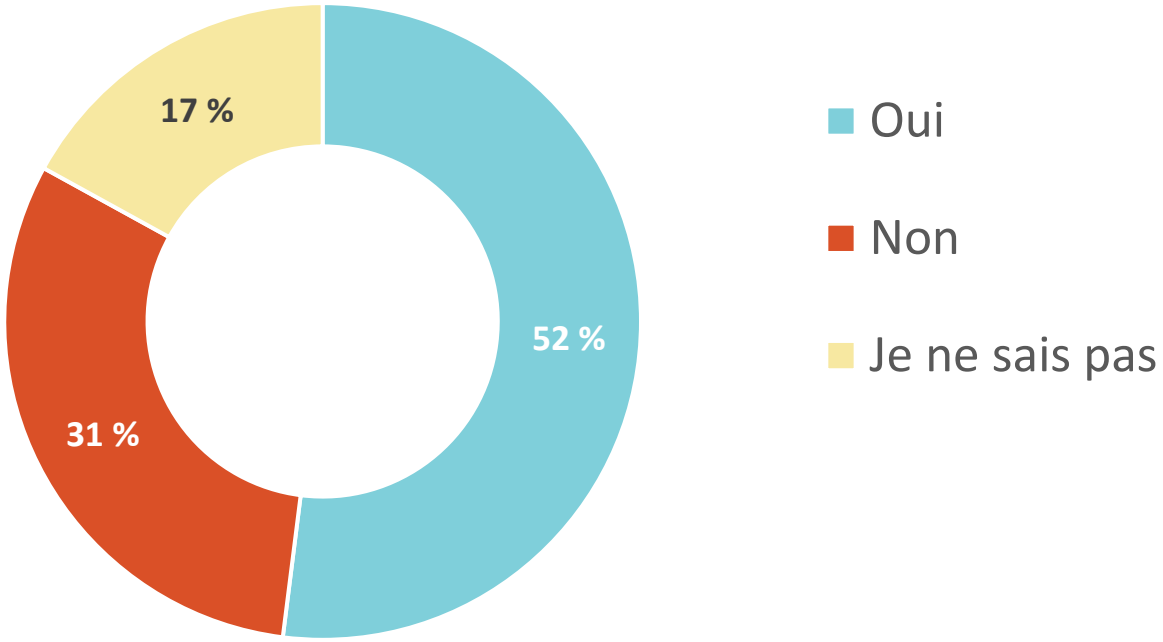
SECTION 5
DÉCISIONS ET SOLUTIONS FONDÉES SUR LE GENRE

Cette section se penche sur les limites de capacité précisément chez les femmes, les filles et les personnes bispirituelles et de diverses identités de genre.

Décisions et solutions fondées sur le genre | **Engagement**

Seule la moitié des personnes sondées juge que sa communauté ou nation s'efforce de renforcer les capacités et d'inclure les FFPBDIG+ dans les solutions aux problèmes d'eau potable. Ces efforts peuvent par exemple consister à nommer des membres au sein des conseils de gestion de l'eau, à créer des postes de cadres supérieurs et intermédiaires pour la gestion de l'eau, à conclure des ententes de cogestion avec les autorités responsables de l'eau et à mener des consultations auprès de dirigeants communautaires, d'Autochtones et d'autorités provinciales, fédérales et municipales en matière d'eau.

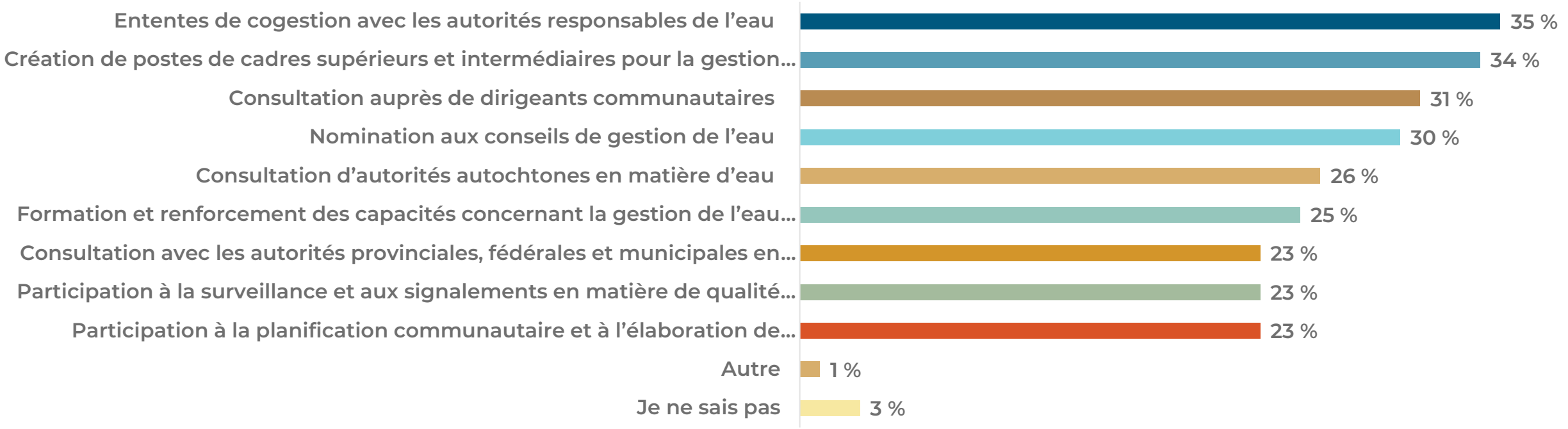
Q51 *Avez-vous l'impression que votre communauté ou nation s'efforce de renforcer les capacités et d'inclure les femmes, les filles et les personnes bispirituelles et de diverses identités de genre dans les solutions aux problèmes d'eau potable?*



Décisions et solutions fondées sur le genre | **Démonstration de l'engagement**

Parmi les personnes qui jugent que leur communauté s'efforce d'inclure les FFPBDIG+ autochtones dans la prise de décisions concernant la gestion de l'eau potable, le tiers indique que des ententes de cogestion ont été conclues avec les autorités responsables de l'eau. Cela met en évidence les mesures positives prises par les communautés autochtones pour s'attaquer à l'insécurité liée à l'eau et indique une gouvernance de l'eau de plus en plus autonome et dirigée par les Autochtones.

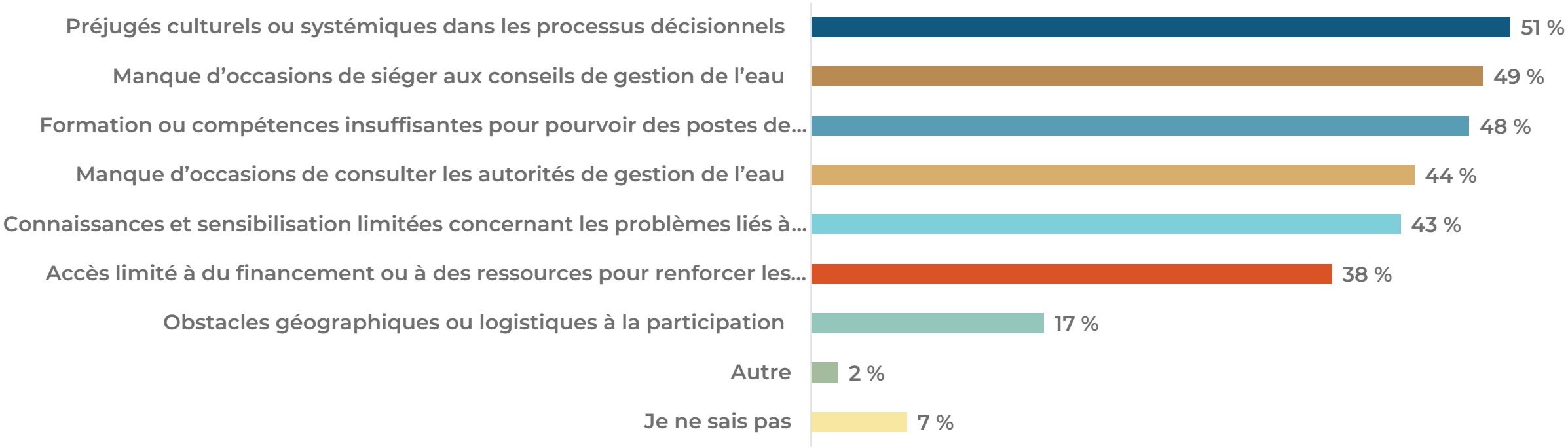
Q52 *De quelle façon votre communauté démontre-t-elle son engagement à inclure les femmes, les filles et les personnes bispirituelles et de diverses identités de genre dans la prise de décisions concernant la gestion de l'eau potable? (Sous-échantillon : Les personnes qui jugent que leur communauté/nation s'efforce de renforcer les capacités et d'inclure les FFPBDIG+ dans la prise de décisions concernant la gestion de l'eau potable [n = 124])*



Décisions et solutions fondées sur le genre | **Obstacles à l'inclusion**

Les préjugés culturels ou systémiques sont signalés par la moitié des personnes sondées comme obstacles empêchant les FFPBDIG+ autochtones de participer à la prise de décisions. Un pourcentage semblable relève le manque d'occasions de siéger aux conseils ou d'occuper des postes clés, ou l'absence de formation à cet effet. Ces obstacles peuvent être surmontés, et des pourcentages significatifs indiquent que le gouvernement doit prendre des mesures immédiates en ce sens.

Q53 *À votre avis, quels sont les obstacles qui empêchent l'inclusion des femmes, des filles et des personnes bispirituelles et de diverses identités de genre dans la prise de décisions concernant la gestion de l'eau potable?*



Merci.

ENVIRONICS
RESEARCH